

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 84.
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire: 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI 27 MARS
DIMANCHE 28 MARS

La droite sur le sentier de la guerre.

PROVOCATEURS !

Le « giscardisme décrispé », c'était l'intransigence du gouvernement face aux revendications des postiers et les chiens de Ponia au *Parisien Libéré*. Il n'aura pas fallu longtemps pour avoir une idée de ce que sera, après la débandade des cantonales, le « giscardisme recrispé ».

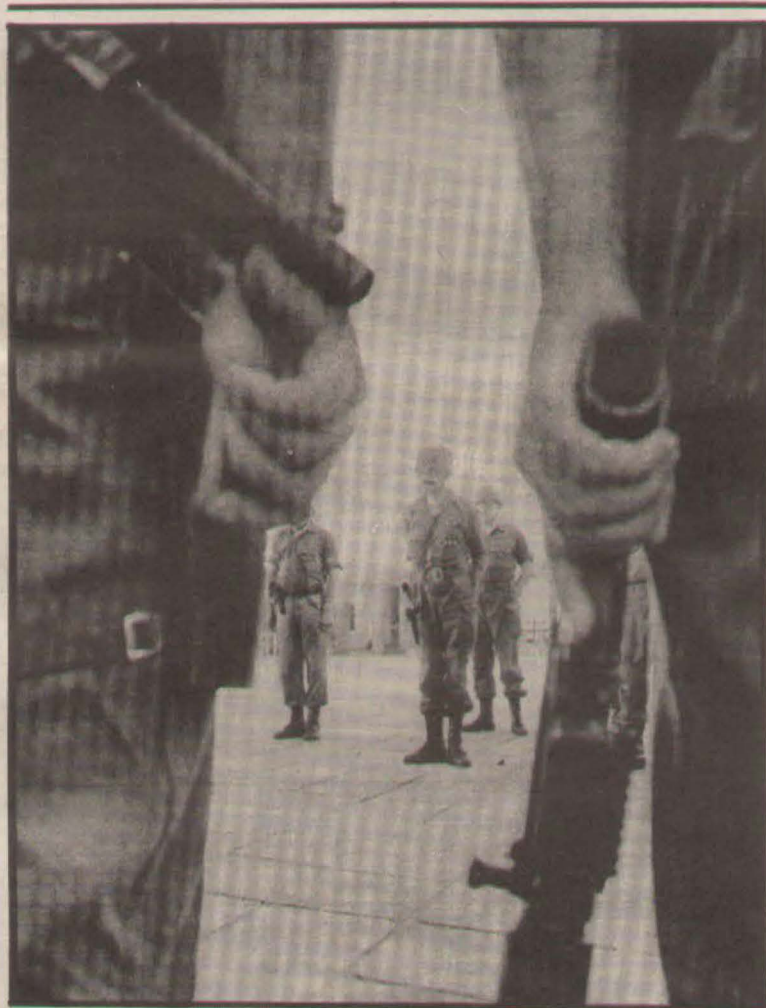
« Le gouvernement continuera à agir avec rapidité et fermeté » avait dit Giscard à la fin de son allocution télévisée. Son chien de garde Ponia lui a emboité le pas, hier, aux journées parlementaires des Républicains Indépendants, à Nice: « L'opposition conduit la vie politique en France à une situation de guerre civile sans armes ». Le paysage ainsi dessiné, l'action de la majorité est toute tracée: « Notre lutte concernera l'opposition toute entière, et non pas seulement un parti ou un autre ». Outre l'aveu d'un changement d'attitude à l'égard du Parti socialiste, ces déclarations amorcent un dangereux tournant dans la politique répressive du pouvoir.

En parlant ouvertement de « guerre civile », notre prince élève la barre à un haut niveau. Dorénavant, il pourra d'autant plus facilement justifier les « bavures » et les provocations à l'encontre des jeunes ou des travailleurs en lutte. Les « casseurs » se feront plus nombreux et les policiers seront invités plus souvent à protéger le travail des jaunes, comme c'est déjà le cas, en ce moment, à Peugeot-Beaulieu.

Une telle attitude ne surprendra que ceux qui croient aveuglément à la vertu du suffrage universel. La droite aperçu sur son propre terrain. Elle prépare de nouvelles méthodes d'intimidation pour ne pas perdre demain. Qu'elle sache que ceux qui se battent quotidiennement contre le chômage et la vie chère ne se laisseront pas ainsi arrêter. Même si, battue aux prochaines législatives de 1978, il se trouvera sûrement plus d'un Ponia, dans ses rangs, pour déclarer: « la guerre civile se mène maintenant avec les armes »...

Pierre Julien

● Médecin: « il nous faut tout de suite lâcher le bouclier et saisir le glaive ».
● Poniowski: « l'opposition conduit à la guerre civile sans armes »



LEVER DE RIDEAU SUR LA
DICTATURE EN ARGENTINE

Le général Videla devant ses hommes. Le nouveau régime dictatorial a été immédiatement reconnu par le Chili, le Brésil et les Etats-unis. Une solidarité touchante. (voir P. 2)



REPRISE HOULEUSE A LA SNCF

- Certains centres continuent la grève
- Aucune revendication satisfaite

Les fédérations CGT et CFDT de la SNCF viennent de sortir un bilan du mouvement de grève. Sans jamais parler de reprise du travail, ces organisations estiment que cette: « position de force laisse intacte les possibilités d'action ».

On croit rêver: l'échec de la grève, var rien n'a été obtenu, se transforme en « position de force ». De plus, la CGT et la CFDT se déclarent « prêtes à prendre, le moment venu, les initiatives appropriées ». Là encore, on aimerait savoir ce que veut dire, « le moment venu », alors que la plus formidable grève depuis des années vient d'être sciemment

atomisée, dispersée, découpée en rondelles, pour être bradée contre du vent.

Pour terminer ce communiqué, elles affirment que « l'ampleur de la riposte crée une situation plus favorable que les années précédentes ». Mes cheminots qui continuent la lutte malgré les consignes syndicales données, comme ceux qui ont dû rentrer la rage au cœur sans obtenir satisfaction méditeront largement cette situation plus favorable.

Le vrai bilan, le comité de grève du dépôt de Paris Sud-ouest (voir page 7), commence à le tirer. Là, c'est une autre voie qui s'ouvre.

VOIR PAGE 7

● Entretien avec Christian Pierre, premier secrétaire de la fédération de Paris du PS, animateur du CERES

P. 5

● Sauver Desmond Trotter

P. 3

● Grève générale dans les territoires occupés par Israël

P. 3

● Prostituées: M. Pinot, un nouvel « ami » des femmes

P. 5

DOCUMENT DES SOLDATS ESPAGNOLS PARLENT

Il aura fallu attendre six ans après Mai 68 pour que le mouvement des comités de soldats devienne en France, avec l'appel des cent, une réalité politique nationale. En Italie, les rythmes furent à peu près les mêmes. Au Portugal il aura fallu plus d'un an pour qu'émerge, face aux divisions du MFA (réservé aux officiers de carrière), un mouvement de soldats du rang « Soldats Unis Vaincront » qui fut pendant l'été 1975 le fer de lance de la lutte contre la réaction et propagea le mot d'ordre: « Soldat, sous l'uniforme tu restes un travailleur! Soldat, toujours, aux côtés du peuple! » En Espagne, avant même la chute de la dictature, un réseau de comité de soldats a surgi qui s'étend depuis quelques mois.

Bien sur, c'est surtout la constitution de l'Union Militaire Démocratique (inspirée par l'exemple du MFA) qui jusqu'à présent a défrayé la chronique. Le second point de son programme précise que « l'UMD est constituée par les cadres professionnels des forces armées, en s'appuyant précisément sur la force de la solidarité militaire: en sont exclus tous ceux qui sont au service de partis politiques

(aussi bien du gouvernement que de l'opposition) ». Les comités de soldats, loin de se situer sur le terrain de l'institution militaire, affirment au contraire leur lien direct avec le mouvement ouvrier, prétendent rassembler les travailleurs sous l'uniforme indépendamment de la hiérarchie, est sont ouvert à tous les militants des organisations ouvrières.

Chirac pourra verser une nouvelle pièce à son dossier, et voir dans l'essor de ces comités un nouveau coup du complot international. Le fond de l'affaire est plus simple: il y a des centaines de milliers de jeunes paysans, ouvriers et intellectuels qui se sont trempés dans la lutte contre le franquisme ces dernières années. Il est logique et légitime qu'ils poursuivent ce combat dans l'enceinte des casernes. Mieux, en apportant leur soutien à la lutte du front Polisario pour l'indépendance du Sahara occidental, ils ont ajoutés une belle page à l'histoire de l'internationalisme prolétarien, dont il est prématuré de donner tous les détails.

Nous avons rencontré ces camarades. (voir interview et documents P. 9)

ARGENTINE

LE LEVER DE RIDEAU DE LA DICTATURE

● **Le Parti socialiste des travailleurs et trois autres groupes révolutionnaires interdits**

Hier, les militaires argentins ont levé partiellement le voile sur leurs intentions. Dans un communiqué, les trois chefs d'Etat-Major qui ont pris le pouvoir à Buenos-Aires ont annoncé que la junte resterait au pouvoir pour trois ans. La junte sera l'organe suprême de la nation. Le Président pourrait être désigné rapidement par ses pairs, parmi le collège des officiers supérieurs argentins.

LES ORGANISATIONS INTERDITES PAR LA JUNTE

● Le Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation sympathisante de la IV^e Internationale, est la plus importante de ces organisations. Sa participation dans les luttes ouvrières a été très active depuis 1973. Il est arrivé troisième aux élections universitaires de 1975. En 1973, il a présenté des candidats aux élections présidentielles. Organisation semi-légale, avec des locaux et une presse publique, ayant acquis le droit de parole à la télévision, le PST a subi de nombreux attentats de l'AAA (extrême-droite). Une vingtaine de ses militants ont été assassinés. Plusieurs dizaines ont été emprisonnés sans jugement depuis plus d'un an.

● Le Parti communiste révolutionnaire (PCR) est une scission du PC argentin datant de 1967. Il a connu depuis un développement important dans l'avant-garde ouvrière automobile de Córdoba et dans le milieu étudiant de Buenos-Aires. Après avoir défendu des positions ultra-gauchistes et « insurrectionnelles » jusqu'à 1973, il a effectué un virage total après le triomphe électoral du péronisme, ce qui lui a fait perdre de nombreux militants. Reconnu officiellement par Mao, le PCR a appuyé le gouvernement d'Isabel Peron, appelant à toutes les manifestations de l'orthodoxie péroniste, allant même jusqu'à défendre publiquement Luján Rega comme « populaire et anti-impérialiste ». Malgré cela, l'AAA assassina une dizaine de ses militants.

● Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) est une petite organisation maoïste, existant surtout dans quelques secteurs du sud de la province de Buenos-Aires.

● Le Parti communiste trotskyste (PCT) est un vieux groupe dirigé par Posadas.

Sergio Cabrera

Les militaires n'ont pas perdu de temps pour lancer une vaste campagne de répression. Le Parti communiste argentin, dont les activités, comme celles de tous les autres partis sont « suspendues », n'a, semble-t-il, pas encore été inquiété. Mais, quatre organisations révolutionnaires ont été « interdites » : le PST (organisation sympathisante de la IV^e Internationale), deux groupes maoïstes, le Parti communiste révolutionnaire et le Parti communiste marxiste-léniniste ainsi que le noyau posadiste du Parti communiste trotskyste. Tous les biens de ces organisations sont sous sequestre et les militants activement recherchés par la police.

Les juges de la Cour suprême ont été révoqués et la junte, peu soucieuse de préserver les formes a purement et simplement décrété la « mise en vacances » de la justice.

1200 personnes seraient déjà détenues. Mais les perquisitions et les arrestations se poursuivent. Parmi les personnes arrêtées, les principales figures du péronisme politique comme les ex-présidents de la République Hector Campora, évincé par Juan Peron, et Nestor Lastiri. Celui-ci était le gendre de l'ancien secrétaire d'Isabelita, Lopez Rega. Encore influent après la démission de ce dernier, c'est Lastiri qui faisait et dé faisait les gouvernements.

Lors de la formation du dernier cabinet, « Gente », un « Jours de France » argentin, montrait dans un reportage la luxueuse demeure de Larri et sa célèbre collection de 200 cravates de soie achetées chez les plus grands couturiers de Rome et Paris. Cet étalage impudent du luxe et de la corruption des dignitaires du régime avait même choqué les bourgeois argentins qui surnommaient depuis lors Lastiri, « La cravate ».

La junte n'a pas donné de détails sur le sort qu'elle réserve à Isabelita et aux dignitaires péronistes ; mais c'est surtout le sort des militants syndicaux et politiques arrêtés, ou déjà détenus qui est le plus préoccupant.

Les prisonniers accusés d'activités subversives seront jugés par les conseils de guerre extraordinaires mis en place sur l'ensemble du territoire aux premières heures du coup, et selon les décrets d'exception édictés par la junte. Ces décrets prévoient la peine de mort pour les auteurs de certains « crimes subversifs ».

Michel Rovère



● Meeting-débat organisé par la LCR-ETA VI le samedi 27 mars à 18 h au 44, rue de Rennes (métro : Saint Germain-des-près) sur le thème : Su programa y el nuestro (leur programme et le nôtre)

● La Ciotat. Meeting de solidarité avec le peuple angolais organisé par le Comité Portugal. Projections de diapos, débats, Samedi 27 à 15 h salle Pelloutier, rue Castel.

ESPAGNE

Démenti de l'Union Militaire Démocratique

L'Union Militaire Démocratique a démenti hier l'information selon laquelle, elle aurait adressé au gouvernement un ultimatum de deux mois, avant de passer à l'action pour imposer des élections libres à une assemblée constituante. L'UMD pose comme préalable à toute intervention de sa part, l'existence d'un accord entre « toutes les forces politiques de l'Espagne réelle », et leur capacité à former un gouvernement provisoire « à qui les militaires pourraient remettre le pouvoir après leur intervention ». L'UMD ne passerait donc à l'action qu'à l'appel d'un tel gouvernement provisoire s'adressant aux militaires « pour leur demander d'abattre la dictature par la force ».

Le procès du poète Sud-coréen Kim Chi Ha, a repris le 23 mars à Séoul. Depuis le début du mois, une nouvelle vague de répression s'est abattue sur l'opposition au régime dictatorial de Park Chung Hee, frappant les milieux étudiants et catholiques. L'enjeu de cette épreuve de force est considérable. Il touche en effet à l'équilibre régional du système de domination nippon-américain.

Le régime Park, mis en place après un coup d'Etat militaire en 1961, n'a jamais réussi à s'assurer une véritable base sociale. Son pouvoir tient au soutien qu'il reçoit de Washington et Tokyo, comme aux instruments de répression dont il s'est doté : une armée de 600.000 hommes et la trop fameuse CIA Sud-coréenne. Malgré l'instauration progressive d'une véritable terreur policière, Park Chung Hee n'aura jamais réussi à museler durablement le mouvement d'opposition.

La faiblesse fondamentale du régime transparaît dans l'ampleur même prise par la répression. Ce ne sont pas en effet avant tout, les militants communistes qui sont emprisonnés et torturés : le mouvement communiste en Corée du Sud est sorti très affaibli de la guerre de Corée du début des années cinquante. L'opposition actuelle à Park est d'origine libérale, elle connaît une différenciation politique entre une aile proprement bourgeoise et une aile populaire. La

première est représentée par le politicien Kim Pae Jung, enlevé par la CIA sud-coréenne au Japon en 1973, et par une partie des sommets de la hiérarchie catholique. L'autre, par une partie du mouvement étudiant et le poète Kim Chi Ha dont les écrits ont pris, avec la répression, un contenu social de plus en plus affirmé.

Avec la victoire de la révolution indochinoise, la crise du régime Park a connu une brutale aggravation. La récession économique mondiale a porté un rude coup, par ailleurs, à une industrialisation dominée par l'impérialisme japonais. L'accentuation de la répression répond à cette situation. Elle place Washington et Tokyo dans une situation difficile : le régime est impopulaire aux USA et la question coréenne devient brûlante au Japon. Un changement de régime serait souhaitable, mais il ne peut s'opérer « en douceur », vu l'ampleur de la tension sociale et la résistance de la dictature militaro-policière. La lutte des masses sud-coréennes contre la terreur introduit une nouvelle étape des conflits de classes en Extrême-Orient. Elle réclame notre soutien entier. La récente constitution d'un Comité anti-impérialiste Corée, dont nous publierons prochainement l'appel, doit permettre l'organisation de ce soutien.

Pierre Rousset

CISJORDANIE

GREVE GENERALE DES HABITANTS ARABES D'ISRAEL LE 30 MARS

Pour répliquer à la décision du gouvernement israélien de s'approprier des terres arabes et druzes en Galilée et dans le Neguev, les habitants arabes d'Israël participeront à une journée de grève générale le 31 mars.

Depuis le début de leur colonisation les sionistes cherchent à « judaïser » la Palestine. A l'heure où l'on parle de la création possible d'un mini-Etat en Cisjordanie et à Gaza, le gouvernement israélien cherche à empêcher toute possibilité de revendication des palestiniens sur le territoire du « petit Israël ».

Pour tenter de s'opposer à la grève générale, le parti travailliste, au pouvoir, utilise tout à tour l'intimidation et la répression.

Jeudi soir, il convoquait les maires collabos des villes arabes de Galilée et leur faisait voter l'annulation du mouvement. Devant de telles pressions, les conseillers municipaux du Rakeh (PC israélien) quittaient la salle.

A Oum el Fahem, des inscriptions appelant à la grève générale avaient été peintes sur les murs. Les chenillettes de la police ont commencé à quadriller les rues de la ville et les policiers ont procédé à l'arrestation systématique de tous les distributeurs de tracts.

A la suite de la décision des conseillers municipaux, une manifestation de riposte spontanée, qui réunissait plus de 2000 jeunes arabes a été chargée par d'importantes forces de police. De nombreuses arrestations ont été effectuées et de nombreux jeunes arabes risquent 15 jours de détention préventive, sans préjudice de la suite.

L'Union des étudiants arabes (organisation extrêmement active) et la LCR Matzpen-marxiste ont distribué des tracts dans tous

le pays. Le PC qui est à l'initiative de la grève générale semble résolu à maintenir son appel, mais la manifestation centrale prévue à Jérusalem pourrait être annulée.

R. Brestar

GRANDE BRETAGNE Callaghan favori

Callaghan favori : tel est le premier commentaire de la presse britannique vendredi après le premier tour de scrutin pour la nomination à la tête du Parti travailliste d'un successeur à M. Harold Wilson « il semble que ce soit M. Callaghan », titre le Times, « Jim peut réussir la prochaine fois » (Daily Mail), « Un pied dans la porte, mais probablement celui de Callaghan » (Daily Express), « Callaghan sort favori au premier tour » (Financial Times) tels sont quelques-uns des titres de vendredi.

En effet, l'annonce faite par M. Roy Jenkins de son intention de se retirer immédiatement après le premier tour, des élections à la succession de M. Harold Wilson renforce considérablement les chances du secrétaire au Foreign Office, M. James Callaghan, de devenir le prochain leader du Parti travailliste — donc le prochain Premier ministre — dès le second tour de scrutin.

La décision de M. Jenkins, après l'éviction de M. Grosland, ministre de l'Environnement, qui n'avait obtenu que dix-sept voix, et la décision de M. Benn de se retirer pour renforcer les chances du candidat de la gauche M. Foot (90 voix), simplifient l'élection qui ne compte plus que trois candidats, M. Michael Foot (90 voix au premier tour), M. James Callaghan (84 voix) et M. Healey (30 voix).

Le coup de théâtre du retrait de M. Jenkins, assure presque la victoire mathématique du secrétaire au Foreign Office, M. James Callaghan, dès mardi prochain, date du second tour.

Alors que les voix de M. Michael Foot, augmentées de celles de M. Benn, représentent 127 suffrages, M. Callaghan peut espérer obtenir 140 voix avec celles de M. Jenkins (droite) et 157 s'il reçoit également celles de M. Grosland (droite). Ce serait deux voix de moins que les 159 de la majorité absolue, à supposer évidemment que les 317 députés travaillistes votent.

Une inconnue demeure toutefois, à savoir l'influence sur le second tour du maintien de la candidature de M. Denis Healey qui a confirmé jeudi soir, en dépit d'un score médiocre de 30 voix, qu'il restait dans la course. Si le chancelier de l'Echiquier prend des voix à M. Callaghan, un troisième tour, qui aura lieu entre le 30 mars et le 5 avril, serait nécessaire.

CINQ ANS DE DICTATURE EN COREE

imprecor
correspondance de presse internationale
ISSN 0378-1223



La crise actuelle en Chine

UN CONDAMNE A MORT NOMME DESMOND TROTTER



Desmond Trotter.

L'appel formulé par les avocats de Desmond Trotter aurait été rejeté par le Privy Council de Londres. Dès lors les bourreaux ont 21 jours pour l'assassiner par pendaison, mais l'exécution peut être applicable à n'importe quel moment à partir de l'énoncé du rejet.

du procès truqué...

26 février 1974 : en plein carnaval, un américain John Jirasek, lié à des éléments de la police spéciale dominicaine, est tué d'un coup de revolver dans la ville de Roseau, capitale de la Dominique. Le même jour, le Premier ministre de la Dominique, Patrick John, accuse ouvertement « le Black power » de ce meurtre. Arrêté une semaine après, relâché faute de preuves, puis arrêté de nouveau à trois reprises, D. Trotter est finalement inculpé de meurtre le 8 mai 1974. Le 1er novembre 1974 après vingt neuf jours de procès, devant un jury exclusivement composé de propriétaires terriens et de commerçants, il est reconnu coupable et condamné à la pendaison.

Que dire du procès ? Qu'il révèle tout au long de son cours un empiètement suspect de la part d'une justice qui fait fi des nombreuses incohérences de l'accusation. Ses deux preuves majeures en effet sont passablement sujettes à caution, que ce soit le seul témoignage de Camella Francis, ou l'expertise du sergent Mervin Holder. Camella Francis affirme avoir rencontré Trotter le soir du meurtre, lequel lui aurait dit « je viens de tuer un blanc ». Or en août 74 elle déclare : « J'ai été arrêtée par la police lors du carnaval parce que mon permis de séjour était périmé. Je ne connais pas Trotter, la police de la Dominique m'a obligée à signer une fausse déclaration en échange de ma liberté ». Elle reconnaît en outre avoir touché de l'argent pour témoigner lors du procès.

Quand au sergent ses explications tout au long des audiences démontreront de manière

patente (rapports entre le pistolet trouvé sur Trotter et la balle qui a tué Jirasek) son incompétence manifeste dans le domaine balistique. Des faits qui néanmoins ne seront pas pris en considération lors du procès en appel.

...au complot politique

La personnalité de Trotter peut permettre d'expliquer l'acharnement de ses juges. Très connu en Dominique, fondateur du journal Black cry, militant du Mouvement pour une nouvelle Dominique et directeur de son journal « Twavay », il prend position contre le gouvernement dénonçant les conditions sociales et économiques de l'île. Employé au ministère de l'Intérieur, il est suspendu plusieurs fois de ses fonctions. Qui plus est, au moment du meurtre, la Dominique est en proie à d'importantes luttes sociales contre la famine et le chômage. Autorisation est donnée aux gros propriétaires de s'armer et l'armée intervient. Dès lors Trotter dénonce cette situation et devient le porte-parole des Rastafari. Plus connus sous le nom de « dreads » (les démunis) ils dénoncent le capitalisme, son système d'exploitation et les valeurs importées sur l'île (alcool, cigarette, produits de consommation, gachis). Jeunes chômeurs, ils se laissent pousser les cheveux et les nattes (dreadlocks) pour braver l'ordre social. Ainsi quand Trotter pense que seul le socialisme pourra transformer la Dominique, c'est là un crime impardonnable pour la bourgeoisie locale.

J.-L. Bourret

ITALIE

MOBILISATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE

- « La maison est un droit, nous la prenons ! »
- Marchés rouges contre super-marchés

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE EN ITALIE : ANNA LIBERA

Occupations d'immeubles vides à Turin, marchés « sauvages » dans les banlieues ouvrières de Milan, la lutte contre la pénurie du logement et la hausse des prix s'amplifie. Avec des résultats différents : l'an passé par exemple, les occupations

massives d'immeubles à Turin avaient obligé la junte régionale « rouge » à réquisitionner des appartements vides pour les sans-logis. La vente directe par les producteurs a, elle, une fonction beaucoup plus propagandiste, comme nous l'ont expliqué les animateurs du « Comité contre la vie chère » de Milan.

Lundi dernier, un millier de personnes (environ 200 familles) se sont emparées de plusieurs immeubles innoccupés du centre de Turin. Certains de ces immeubles appartiennent à la famille Valetta, ancien patron de choc de la Fiat. D'autres étaient destinés à la spéculation.

Les 200 familles de la Via PO.

« La maison est un droit, nous la prenons ». Lit-on sur les grandes banderoles suspendues sur les façades des maisons occupées. Les femmes et les enfants ont pris possession des maisons tandis que les hommes se préparaient à une éventuelle résistance.

La situation du logement est particulièrement grave à Turin. On compte 200 000 personnes vivant dans des bidonvilles, alors que 20 000 logements ne sont pas loués.

Canu, conseiller municipal d'extrême-gauche, et animateur de l'Union des locataires, qui a organisé cette action explique : « Par cette action, nous voulons demander un programme extraordinaire et immédiat pour répondre à la situation dramatique du logement et nous voulons lier cette exigence aux revendications pour l'emploi mises en avant par les travailleurs de la construction ».

La junte « rouge » de Turin (PC-PS) s'est violemment opposée à cette forme de lutte et a repoussé les revendications des familles. Elle veut absolument éviter aujourd'hui d'être contrainte à réquisitionner

des maisons vides ce qui serait immédiatement dénoncé comme une « attaque à la propriété » par la presse bourgeoise.

Marché « rouge » à Milan.

Des installations rudimentaires, des balances et des cageots à fruits à même le sol, les « marchés rouges » ont fait leur apparition devant les grands super-marchés de la banlieue milanaise. Après le premier moment de surprise passé, les passants se précipitent pour acheter. Tout est environ un tiers moins cher que dans les magasins.

CANAL 96

Aux heures de pointe, les milanais écoutent Canal 96. Une radio différente : des commentaires politiques de gauche, des émissions sur les luttes en cours, toutes par les travailleurs eux-mêmes. Canal 96, est un émetteur de radio gauchiste, lié à l'organisation « Avanguardia Operaia ». Lors de son lancement, le gouvernement a voulu l'interdire. Mais si rien dans les lois n'autorise les émetteurs privés, rien ne les interdit. Il a donc fallu l'accepter. Canal 96 estime à 15 000 le nombre de ses auditeurs. L'expérience a fait tâche d'huile : il y a maintenant trois émetteurs gauchistes à Bologne, d'autres vont être lancés dans le pays.

Des panneaux d'affiches dénoncent la hausse des prix et expliquent le système de distribution. Canal 96, la radio d'extrême-gauche de Milan organise des émissions sur le thème de la vie chère.

Le comité de lutte contre la vie chère envisage de développer ces initiatives dans d'autres quartiers, devant les grandes usines de la banlieue. Mais comment ces « ventes sauvages » sont-elles organisées ? Peut-on penser faire concurrence aux grands réseaux de distribution ? Molinari, conseiller municipal d'Avanguardia-Operaia explique : « Nous ne prétendons pas organiser un circuit alternatif. Nous organisons l'achat direct auprès des coopératives et nous nous occupons de la distribution auprès de la population. Mais pourquoi alors la commune ne peut-elle pas le faire par le biais des coopératives ? »

« C'est surtout une démonstration, nous ne vendons pas seulement les produits, mais nous expliquons aux gens tous les mécanismes des prix ».

Après le mouvement d'autoréduction qui s'était développé l'année passée contre les hausses des transports et des loyers, le succès de ces nouvelles expériences montre que les travailleurs ne veulent plus accepter les hausses de prix comme une chose fatidique.

A.L.

● De nombreuses manifestations et meetings ont marqué dans toute l'Italie la journée de grève générale décidée par les confédérations syndicales pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement démocrate-chrétien, l'aggravation du chômage et demander une politique des investissements et de l'emploi.

Les manifestations les plus importantes, qui ont été la plupart du temps, suivies de manifestations de l'extrême-gauche extra-parlementaire, ont eu lieu à Milan, où 100 000 personnes ont défilé, à Turin (50 000), Rome (35 000), Naples (30 000), Gênes (20 000), Tarente (15 000) et Trieste (10 000).

Entretien avec Lotta Continua

« NOUS VOULONS SUSCITER DES CONTRADICTIONS DANS LE BLOC REFORMISTE »

L'ensemble des forces de la gauche, réformistes et révolutionnaires, se posent la question du débouché politique des luttes en cours. Le PCI propose le compromis historique. Le PS, lors de son dernier congrès, s'est prononcé pour une union de la gauche. Les différents groupes révolutionnaires mettent maintenant en avant le mot d'ordre : « Les partis de gauche au pouvoir ». Ils ne lui donnent pas tous la même signification. Au cours d'une discussion avec Luigi Bobbio, membre du Secrétariat national de Lotta Continua, nous lui avons demandé de préciser l'orientation de son organisation dans la crise actuelle.

● La longue période de luttes qui part de 1969 a stimulé une maturation politique des masses ouvrières, qui s'est traduite, d'une façon déformée, par le vote massif pour le PCI, le 15 juin 1975. Quelle appréciation portez-vous sur l'évolution des rapports de force ? Comment appréciez-vous les possibilités de différenciation au sein des masses réformistes face à l'attaque lancée contre elles, avec la participation, ou en tout cas l'appui, du PCI ?

■ Notre principale différence avec les autres organisations, c'est que nous portons un jugement positif sur les capacités actuelles de riposte de la classe ouvrière. Certes il n'y a pas de soulèvement général, mais, par exemple, l'Italie est, proportionnellement en Europe, le pays où le chômage a le moins augmenté. Le patronat a rencontré des difficultés réelles sur ce terrain. D'autre part, de nouveaux terrains de lutte sont apparus : contre les hausses des prix, il y a eu les expériences d'autoréduction (refus de l'augmentation des loyers, des transports, les travailleurs continuaient à payer les anciens prix). Il y a eu aussi l'occupation des maisons, l'organisation des chômeurs à Naples. Tout cela montre des capacités de riposte sur des terrains nouveaux.

● Pour revenir au rôle du PCI après le 15 juin...

■ Le 15 juin a marqué un tournant décisif dans la situation sociale. Nous disons aujourd'hui que le PCI n'est pas au pouvoir mais agit comme s'il y était et que la Démocratie chrétienne est au pouvoir mais agit comme si elle était dans l'opposition. Depuis le 15 juin, la politique de gestion de la crise par le PCI est encore plus forte. Il a repris un contrôle plus grand sur les syndicats. La gauche syndicale qui, dans le passé, représentait les aspirations de lutte de la base, a été récupérée. La raison en est simple : face à la crise politique actuelle, il faut avancer une alternative politique globale. Ce que la gauche syndicale n'était pas capable de donner. Elle savait traduire

les exigences de lutte de la base ouvrière en 69, mais aujourd'hui ce n'est plus suffisant. Le PCI a donc imposé de façon assez hégémonique son alternative. Au niveau politique c'est le compromis historique ; au niveau syndical c'est « le nouveau modèle de développement », qui dit implicitement que la classe ouvrière doit faire des sacrifices pour sauver le pays.

● Tu dis que la crise accentue la nécessité d'une alternative politique globale. Au niveau des contrats vous mettez en avant des mots d'ordre pour que la classe ouvrière ne fasse pas les frais de la crise. Quel lien établissez-vous entre ces mots d'ordre et votre perspective gouvernementale ? Votre comité central vient d'adopter une résolution mettant en avant la perspective des « partis de gauche au pouvoir ». Qu'entendez-vous par là ?

■ Nous pensons qu'on ne peut pas résoudre ce problème au niveau de la crise ; il ne peut pas être résolu indépendamment du mouvement de masse. Au cours des derniers mois nous avons été relativement isolé. Mais maintenant nos mots d'ordre sur la nécessité de réévaluer la plate-forme contractuelle trouvent un écho dans les syndicats. Nous ne voulons pas créer un bloc révolutionnaire contre le bloc réformiste. Il faut susciter des contradictions dans l'autre bloc. Sur la question du gouvernement de gauche avec le PC, le PS et la gauche de la DC : à cette époque, au parlement, les deux partis ouvriers n'avaient pas la majorité. Aujourd'hui, la question de la rupture de la DC (entre la gauche et la droite) est devenue secondaire vu que les deux partis ont une majorité parlementaire. Nous présentons maintenant comme débouché institutionnel à la crise, le PCI et le PS au pouvoir sans la démocratie chrétienne. Par rapport à ce mot d'ordre il y a deux attitudes de la part de la gauche oppositionnelle : le PDUP (Parti d'Unité Proletarienne) qui met en avant le même mot d'ordre, se voit à l'intérieur du gouvernement de gauche. I comprend ce gouvernement comme une solution en voie, à la crise. Notre position est tout à fait différente. Vu la ligne des organisations réformistes ce gouvernement ira vers une stabilisation.

Mais vu la nature du PCI, vu ses racines étroites avec le mouvement de masse, cela créera des contradictions aiguës entre ce gouvernement de gauche et les masses. Le problème pour nous est donc de mettre en avant ce mot d'ordre avec un programme que ce gouvernement devrait défendre. Nous disons donc gouvernement de gauche, pour défendre des revendications précises.

UN NOUVEL « AMI » DES PROSTITUEES : M. PINOT

En publiant le rapport Pinot sur la prostitution qui n'était pas destiné à l'être de sitôt, le *Monde* a jeté un joli pavé dans la mare. Ce rapport embarrasse au plus haut point Giscard, Veil et le gouvernement. On l'aurait bien laissé moisir quelques mois encore sur un bureau de l'Elysée.

L'« esprit » de ce rapport se résume assez aisément : il s'agit de reconnaître la prostitution non seulement comme « mal nécessaire », mais comme une activité en quelque sorte socialement utile ; c'est ce que dit tout crûment Pinot : il s'agit d'une activité « qui ne rend pas service qu'aux prostituées ». Il est donc logique et humain de supprimer quelques-unes des entraves les plus excessives et les plus arbitraires qui sont apportées par l'Etat à l'exercice de cette presque-profession. C'est le sens des propositions de Pinot qui mettent le gouvernement tellement dans l'embarras : suppression de la contrainte par corps pour non-paiement d'impôts ou d'amendes, suppression de l'article du code pénal réprimant le racolage passif, refus de développer des quartiers réservés, des « Eros centers ». Ce sont quelques unes des revendications principales avancées par les prostituées elles-mêmes.

Le problème n'est pas que les conceptions de Pinot en la matière soient plus « libérales » que celles de Giscard ou de Veil. La logique de sa position, c'est la reconnaissance de la prostitution comme une sorte de « service public », notion tout aussi rétrograde et franchement réactionnaire que celle qui préside actuellement à l'attitude de l'Etat en la matière : tout au plus un peu plus cynique et destinée à en finir avec les manifestations d'humour intempestives des prostituées qui étalent sur la place publique l'hypocrisie de l'Etat-maquereau en la matière.

Mais le rapport Pinot reste à mi-chemin : pour des raisons historiques et idéologiques, il n'est pas concevable que ce statut d'utilité sociale soit ouvertement reconnu aux prostituées en France comme il l'est dans certains pays européens : aussi Pinot ne propose-t-il pas que les prostituées bénéficient des assurances sociales ou de la retraite. Selon lui, elles n'exercent pas une « profession », mais une « activité », nuance... bref, retour en force de l'hypocrisie traditionnelle en la matière.

Sur le fond, le rapport Pinot ne remet nullement en cause le rôle et les prérogatives de l'Etat-maquereau : simplement, il préconise que les prostituées passent à la caisse « proprement » en payant leurs impôts comme d'honnêtes citoyennes plutôt qu'en étant accablées d'amendes par les flics.

Dans une conjoncture où le mouvement des prostituées est au creux de la vague, la publication du rapport Pinot présente l'immense avantage de relancer le débat. Le pouvoir ne va plus pouvoir continuer à éluder comme il le fait depuis des mois.

Le problème est que, depuis les grands mouvements de révolte de l'an dernier, le mouvement des prostituées reste crispé sur des positions de défense du « métier » qui vont dans le sens d'un exercice « libre » de la vente de son corps. Les quelques éléments du mouvement qui ont remis en cause cette vision des choses et abandonné la prostitution se sont retrouvés découragés, isolés. C'est tout à fait sciemment que l'Etat bourgeois enferme les prostituées dans leur ghetto et oppose tous les obstacles à la réinsertion sociale de celles qui abandonnent le « métier » en le remettant fondamentalement en cause.

L'immense majorité des prostituées va donc se retrouver aujourd'hui derrière le rapport Pinot : avec un touchant ensemble, on va continuer à nous expliquer que le proxénétisme n'est pas un problème. Ce n'est pas un hasard si le rapport Pinot est venu sur cette question fondamentale à la rescousse des éléments les plus contrôlés par le milieu.

Pour notre part, nous refuserons de nous engager dans le débat supposé Giscard-Pinot : le propre de la position de l'un comme de l'autre, c'est de considérer que la prostitution est vieille comme le monde et qu'elle existera toujours. Nous nous inscrivons radicalement en faux contre cette vision cynique et éternelle de la perpétuation de l'esclavage humain. Nous avons soutenu et soutiendrons la lutte des prostituées contre l'Etat-maquereau qui les exploite et les opprime. Nous le faisons dans la perspective du socialisme, de la libération des rapports humains et de l'émancipation des femmes. Nous nous battons donc pour la suppression de la prostitution.

MIDI VITICOLE

LE TEMPS DE LA COLERE (3)

De nos correspondants
à Montpellier :

R. Lenoir
et C. Sullivan

Résumé des deux parties précédentes : Ici le vin est symbole d'une grande colère. Tandis que la petite viticulture se meurt, le négoce et les gros producteurs s'engraissent, souvent grâce à la fraude. La justice ? Féroce pour les petits, elle épargne les puissants qui trouvent, certaines complicités jusque dans le pouvoir.



luchar e viure al pais

L'esprit de 1907 souffle encore dans toute la région. Ici, l'esprit de 1907, ce n'est pas simplement celui de l'affrontement avec l'Etat, de la fraternisation des troupes, c'est surtout celui de l'UNITE autour de la vigne. Et, si les viticulteurs ont l'habitude de venir aux manifestations, le fusil dans la voiture, ce qui domine, ici, c'est ce mythe de l'unité de toute une région autour de son produit, le vin.

Le mythe 1907

« Le souffle du 5 février » : c'est ainsi que la presse régionale décrivait cette manifestation où se cotoyaient deux mondes qui depuis des années s'observaient avec méfiance : celui des viticulteurs qui percevaient jusqu'alors dans les ouvriers, des hommes au salaire régulier, et celui des travailleurs pour qui les paysans représentaient les « riches » opposés à la grève et votant à droite. Ainsi, ces cheminots, qui, maintes fois, avaient été les victimes des barrages, mis en place sur les voies ferrées ; actions dénoncées à plusieurs occasions par la CGT. Mais le mythe de 1907, c'est également ce lancinant appel à l'unité lancé en direction des « gros » ; c'est Romain, dirigeant du CAV déclarant : « On doit défendre le produit beaucoup plus que l'exploitant. C'est la bataille pour un prix minimum du vin que tout le « milieu » mène MODEF en tête. Notons toutefois deux exceptions : le CDJA de l'Aude et le MIVOC (Mouvement d'intervention viticole occitan) qui se bat pour « la défense du revenu des viticulteurs par la rémunération de leur travail » parlant même de revenu minimum par quantum de production. On retrouve cette répugnance à instaurer des clivages de classe lorsqu'il s'agit des 34 000 salariés agricoles, problème qui diviserait le CAV. Pourtant, dans le cadre de la lutte contre la baisse du pouvoir d'achat et de la défense de l'emploi, quelles meilleures bases d'alliance avec les travailleurs de la ville que cette garantie d'un revenu minimum par quantum de production ! Cette alliance matérialisée lors de manifestations, ne plait pas à certains dirigeants de syndicats comme Maffre de Beaugé ou encore Guizard président de la chambre d'agriculture de l'Hérault qui n'hésitait pas récemment à traiter

Cazes et Romain d'irresponsables parce que n'étant pas des « élus ». Et c'est avec un soulagement certain que le « Midi libre », le quotidien régional, annonçait cette volonté de reprise en main par le syndicalisme traditionnel dont l'appel aux « pouvoirs publics » rejoint celui des négociants.

Le MODEF et le MIVOC : des éléments moteurs ?

Jamais, durant les dernières mobilisations, le MIVOC, au sein duquel militent des militants de Lutte Occitane, ne s'est démarqué du CRAV qu'il continue à reconnaître comme « structure représentative ». Se refusant à rejoindre un mouvement national comme celui des « Paysans-Travailleurs », il semble se rapprocher du MODEF (proche du PC). Il propose néanmoins d'intéressantes initiatives de jonction avec les « travailleurs en lutte » par la vente directe de vin dans les entreprises. Mais, si il avance « la terre à ceux qui la travaillent » il ne se démarque guère de « l'unanimité viticole ».

Le MODEF reste puissant dans la région malgré un certain fléchissement, puisqu'il obtient 26 % des suffrages (sauf dans l'Aude où il participe à une liste d'union avec le syndicalisme traditionnel) aux élections des Chambres d'agriculture contre une moyenne nationale de 17,5 %. Pronant un prix minimum et l'alliance avec le négoce « régional » contre les monopoles, il se trouve aujourd'hui conforté dans son rôle de relais avec les centrales ouvrières.

Certes, le droit de vivre au pays est légitime et il faut lutter pour, mais est-ce bien suffisant ? Oui à la condition que cette revendication soit accompagnée d'une défense du pouvoir d'achat, d'une garantie de revenu minimum. Il faut exiger du travail pour tous, l'expropriation des patrons et négociants. Autant d'idées qui font leur chemin parmi les militants viticoles, aujourd'hui à titre personnel, mais qui peuvent, qui doivent passer dans les masses. Et alors, gens de la fraude et des trusts, ce Midi qui vous rapporte tant et que vous assassinez deviendra celui des travailleurs qu'ils soient de la vigne ou de la ville.

FIN

Une structure de lutte : Le Comité d'Action Viticole

Constitués dans les années 60 pour poser dans la rue le problème de la défense du vin, les CAV ont toujours prôné l'unité de la profession. En 1967, leurs militants s'affrontent violemment aux CRS dans les rues de Carcassonne. Mais l'année suivante, la figure de proue de l'Aude, Castéra, se discrédite en posant sa candidature aux élections de Juin sous l'étiquette de la majorité. Tandis que dans l'Aude les CAV sont demeurés parallèles aux structures syndicales, jouant ainsi un rôle d'aiguillon, ceux de l'Hérault se sont installés à leur place. Le meilleur exemple reste celui de Maffre de Beaugé, aujourd'hui président de la Fédération nationale des producteurs de vins de table et de la Chambre régionale d'agriculture.

Les dirigeants des CAV (Cazes, Vialade, Romain...) ne sont pas élus mais se trouvent mis en avant. Il existe néanmoins des comités locaux, encore que la force des CAV reste dans leur possibilité de mobiliser des milliers de viticulteurs pour, par exemple accomplir des actions de commandos. Toutefois, ce type d'organisation a permis en 69-70 une pénétration des CAV par d'anciens OAS. Aujourd'hui, les dirigeants sont plutôt de tendance socialiste, reflétant la dominante politique des villages de l'Aude, celui d'un « socialisme » de petits possédants. Le Comité régional d'action viticole (CRAV) est l'émulation de toute la profession (coopératives, syndicats et CAV) et « négocie » avec les syndicats ouvriers ou les parlementaires.

MITTERRAND A CARCASSONNE :

« Quiconque emploie la violence directe est passible de la Loi. »

Interrogé sur les poursuites engagées après la fusillade de Montredon, François Mitterrand estime donc que les auteurs de la fusillade doivent être « recherchés et déferés devant la justice » comme dirait Poniatowski. Quant aux responsables de la situation, « ils sont passibles de la sanction de l'opinion publique ». Quel réconfort pour les viticulteurs laissés au libre cours de la répression ; ils auront toujours l'opinion publique de leur côté et, qui sait ? un gouvernement de gauche en 1978.

méfaits divers

COCKTAIL

CONTRE LE SIEGE DU PSU

Un cocktail incendiaire a été lancé la nuit dernière vers 0 h 30 devant le siège national du PSU, 9 rue Boromée à Paris, une demi-heure environ après la fin de la réunion de son Bureau national. L'engin a déclenché un début d'incendie maîtrisé avant même l'arrivée des pompiers.

L'attentat n'était pas signé. Le gardien du local a seulement entendu une voiture démarrer en trombe.

Dans un communiqué, nos camarades du PSU notent « que cet incident intervient après que plusieurs locaux et réunions du PSU en province aient été l'objet d'agressions dont les auteurs appartiennent à des groupes fascistes ».

En effet, le local du PSU a été détruit à Nice et une réunion publique a été attaquée à St Etienne.

ENTRETIEN AVEC...

Christian Pierre, Premier Secrétaire de la Fédération de Paris du Parti socialiste, membre du Comité directeur, animateur du CERES

LE PS APRES LES CANTONALES

LE PREMIER PARTI DE FRANCE ?

Rouge : Quel bilan politique les militants du CERES tirent-ils des récentes élections cantonales ?

C.P. : Comme l'ensemble du Parti, nous pensons qu'elles se sont traduites par une victoire du Parti socialiste et de l'Union de la gauche toute entière. La poussée socialiste est particulièrement forte là où le Parti avait une pratique de lutte effective, là où il était organisé, là où il avait montré, sans défaillance, le visage de l'unité. A l'inverse, mais les cas sont heureusement rares, lorsque le parti s'est montré équivoque par rapport au Programme commun, il a reculé.

Il faut ajouter que l'évolution du Parti communiste, constatée lors de son dernier congrès, renforce globalement l'Union, mais permet aussi au Parti socialiste de recueillir le soutien de nombreux électeurs effrayés jusque-là par l'image d'une Union de la Gauche prétendument dominée par les communistes.

Rouge : A ce propos, que pensez-vous de l'expression, qui a été largement reprise, de « parti attrappe-tout » ?

C.P. : C'est vrai que de nombreux électeurs socialistes aux dernières cantonales étaient auparavant des électeurs de droite, qu'ils soient issus de la classe ouvrière (dont 30 % vote encore régulièrement à droite) ou des couches intermédiaires salariées. L'Union de la Gauche ne peut vaincre que si elle gagne du terrain sur l'adversaire. Elle aspire donc à regrouper derrière la classe ouvrière, et sous sa direction, ce que nous appelons un front de classe qui se constitue et prend conscience de lui-même dans les mouvements sociaux et que le Parti socialiste structure par l'explication de la solution politique globale aux luttes : le Programme commun de gouvernement.

Je voudrais revenir néanmoins sur l'enseignement politique de ces élections. Contrairement à ce que certains ont dit, le Parti socialiste n'est pas devenu le « premier Parti de France », mais la première force électorale de France. Ceci est positif, mais ce qui compte maintenant, c'est de consolider ce succès important dans des domaines qui feront du Parti une véritable formation de masse et de classe. Il faut donc profiter de l'élan et de l'audience que nous avons dans les masses pour construire le parti socialiste de la transition, c'est à dire un parti toujours plus capable d'impulser des luttes et de leur donner une perspective politique globale, un parti présent au nœud

central du capitalisme, dans les entreprises, un parti où les militants issus de la classe ouvrière soient plus nombreux et accèdent à tous les postes de responsabilité.

Par rapport aux échéances politiques qui sont proches maintenant, cette orientation est la seule qui soit réaliste et responsable pour que le Programme commun soit appliqué sans défaillance et pour que les socialistes puissent faire prévaloir leur identité, à savoir leur volonté que les travailleurs prennent en charge l'application du Programme commun dans une perspective autogestionnaire.

Rouge : Ne pensez-vous pas, au CERES, que l'Union de la gauche devrait se battre pour des élections anticipées ? Ou bien comptez-vous sur les mouvements sociaux qui se développent pour renverser un gouvernement désormais minoritaire ?

C.P. : Les consultations électorales, malgré les charcutages et les malhonnêtetés dont fait preuve la bourgeoisie dans leur préparation, sont un reflet imparfait mais significatif du niveau de conscience des travailleurs. Comme tel, elles constatent à un moment donné de la lutte des classes l'ampleur du mécontentement et l'amplitude du déplacement de l'opinion en faveur des forces de progrès. Elles ne peuvent pas donc être dissociées du rapport des forces général dans le pays entre la bourgeoisie et l'immense masse des travailleurs. C'est pourquoi l'Union de la Gauche, et donc en premier chef le Parti socialiste, comptent, à titre principal, sur les luttes sociales comme levier pour assurer la victoire.

Rouge : Mais que pensez-vous, précisément, des récentes déclarations de Mitterrand, ou des dirigeants du Parti communiste, comme quoi il convient de « respecter les échéances fixées par la loi, c'est à dire, en clair, le refus de précipiter les échéances électorales avant 1978 » ?

C.P. : Je trouve ton insistance à parler des élections anticipées pour le moins curieuse dans la bouche d'un militant d'une organisation qui fait profession de ne pas s'intéresser à ce qu'elle appelle le « jeu électoral bourgeois » sauf comme d'un moyen pour faire de la propagande.

La décision d'organiser des élections anticipées appartient juridiquement au Président de la République. La crise politique, économique, et sociale que traverse notre pays peut hâter les échéances.

Rouge : Ne penses-tu pas que ces déclarations donnent déjà comme seule perspective politique aux luttes qui se développent le débouché électoraliste de 1978 ?

C.P. : Sans attribuer, comme je l'ai dit, une place exclusive au combat électoral, nous savons qu'une victoire aux législatives de 1978 des formations du Programme commun constituerait un déclic, mais rien qu'un déclic capable d'enclencher une dynamique populaire pour renverser l'actuelle classe dominante. Si les institutions actuelles conçues par cette classe nous offrent une occasion, au sein de la crise générale du capitalisme, d'un changement profond de pouvoir, pourquoi ne saisissons-nous pas cette occasion ?

Rouge : Et d'ici 1978 ?

C.P. : Qui avait prévu mai 68 ?

Rouge : Le CERES s'est prononcé pour des listes unitaires de la gauche dans toutes les villes aux prochaines municipales de 1977. Acceptera-t-il de figurer sur des listes socialistes homogènes qui se présenteraient, au premier tour, face à des listes communistes ?

C.P. : La position des militants socialistes se réclament du CERES est de dire qu'il faut être cohérent avec la stratégie unitaire dans la préparation des municipales. Peut-on parler de programme commun au gouvernement et ne pas en tirer les conséquences au conseil municipal ? C'est pourquoi nous nous battons pour que notre Parti soit favorable à des listes d'Union, dès le premier tour, non seulement dans les villes de plus de 30 000 habitants, mais aussi dans les villes de moins de 30 000 habitants où socialistes et communistes sont organisés. Cette position recueille l'assentiment d'une grande majorité des militants de base et le congrès extraordinaire des 15 et 16 mai prochain, devra trancher.

Quant à la deuxième partie de ta question, c'est le colloque organisé par le CERES, qui doit se tenir à Reims les 10 et 11 avril prochains, qui abordera naturellement le problème de la constitution de listes homogènes. Y aura-t-il beaucoup de socialistes pour soutenir cette position ?

Rouge : mais ce colloque se tiendra-t-il après la décision du bureau exécutif de mercredi soir ? (1)

C.P. : Le Parti socialiste connaît depuis toujours en son sein une

grande liberté de débat. C'est à force de susciter entre ses militants recherche et approfondissement pour mieux éclairer ses choix et pour rendre encore plus active une vie démocratique authentique, qui constitue, à juste titre, sa fierté. Comment pourrait-il interdire un colloque organisé par un de ses courants de pensée sur un sujet aussi important que les luttes urbaines, sans par là-même renier ce qui caractérise son mode de fonctionnement interne ?

Rouge : Le CERES semble plus sectaire à l'égard de l'extrême-gauche aujourd'hui qu'autrefois. Quelles en sont les raisons, et comment voit-il ses rapports avec les groupes révolutionnaires dans la perspective probable d'une victoire prochaine de la Gauche aux élections ?

C.P. : Le succès électoral récent de l'Union de la Gauche témoigne de la confiance réelle dont elle jouit dans les masses exploitées. Sa présence sur le terrain des luttes où le Parti socialiste s'affirme de plus en plus est un autre fait qui rend la position de l'extrême-gauche de plus en plus difficile. Celle-ci a parfois apporté au mouvement ouvrier des formes de lutte ou des terrains nouveaux qui sont des acquis importants. Pourquoi ne pas le reconnaître ? Mais elle ne réussit pas à se donner à elle-même une perspective unitaire et ne trouve pas son insertion dans le grand mouvement populaire contre la crise et le régime giscardien dont l'application du Programme commun est l'issue inévitable. L'extrême-gauche ne peut se développer en France que sur l'incapacité des partis de masse ou sur leur absence de stratégie claire. Ce fut le cas en Mai 68. Ce n'est plus le cas depuis 1972, ce qui explique les graves difficultés de l'extrême-gauche aujourd'hui. Le sectarisme n'est pas la bonne méthode — elle n'est jamais celle des socialistes — ce qui n'empêche pas l'explication avec des camarades dont nous sommes sûrs qu'ils défendent des lignes politiques erronées mais dont nous savons qu'ils se battent sincèrement pour la révolution socialiste. Ce débat, ce sont les travailleurs qui le tranchent chaque jour un peu plus en notre faveur.

(propos recueillis par Pierre Julien)

(1) Le bureau exécutif du Parti socialiste a décidé, lors de sa dernière réunion, d'interdire le colloque du CERES le Comité directeur doit définitivement trancher le 4 avril. (N.D.L.R.)

Nice :
Chirac
aux journées
parlementaires
des Républicains
Indépendant

LA COUPE
EST AMERE

Au terme de leurs journées parlementaires à Nice, c'est un difficile bilan qui s'impose aux Républicains Indépendants, deux ans après l'élection de Giscard.

Triomphants contre l'UDR après la défaite de Chaban-Delmas en 1974, les RI pensaient pouvoir profiter rapidement du pouvoir. Avec un homme à eux à l'Elysée, et un autre au Ministère de l'Intérieur, les RI pouvaient espérer renverser les rapports de force internes à la « majorité présidentielle » à l'occasion des élections suivantes. Cette ambition reposait sur la perspective de reporter les voix personnelles de Giscard sur le sigle RI-Réformateurs tentant d'occuper « le centre » et de rejeter l'UDR à droite. Les thèmes du « changement » et de l'« ère nouvelle » devaient faciliter ce transfert : c'était la revanche des minoritaires bourgeois de la V^e République et des exclus de pouvoir (Lecanuet).

Le « style » de Giscard a payé pendant deux ans : une jeune droite technocratique et conservatrice se préparait à occuper les circonscriptions. Le slogan de Malraux, « il n'y a que les communistes et nous » (UDR) paraissait devoir être remplacé par « il n'y a que les socialistes et nous » (RI). Il ne restait plus qu'à régler le sort du groupe parlementaire UDR, provisoirement le plus fort à l'assemblée. Comment ? En l'intégrant grâce à Chirac, en le « dégaullisant », en cassant les résistances (Sanguinetti, Debré...) en amalgamant ceux qui préféraient leur part du pouvoir à leur anciennes appartenances. Giscard, Poniatowski, Lecanuet combinaient leurs efforts pour renvoyer le gaullisme au temps passé avec la complicité de Chirac.

Les cantonales ont bousculé ces plans. Les RI progressent moins que le PS. L'UDR, après dix-huit ans de pouvoir, n'est pas minorisée assez vite. Giscard accuse le contre-coup du non report des ses voix personnelles sur son parti. Et comme le président ne peut rester minoritaire dans sa propre « majorité », le nouveau chef de l'UDR devient l'homme pivot.

C'est ce constat que vont faire les RI à Nice en accueillant Chirac lui-même. Ils vont ainsi amèrement admettre que jamais ils détiendront à eux seuls le pouvoir : non seulement ils doivent renoncer à une « coordination-paritaire » des principaux partis de la majorité) comme le proposait Chirac, mais en plus ils doivent se résigner à ce que le « leadership » soit confié à Chirac et non à un des leurs.

Les journées de Nice au lieu d'être celles du « parti du président » deviennent celles de « l'appoint de la majorité de Chirac ». Il va falloir boire la coupe jusqu'à la lie. Et rentrer les ambitions, au nom du réalisme. Les luttes de cliques doivent se faire devant la menace des luttes de classes.

La seule consolation, pour les plus sorniois des politiciens RI, c'est que Chirac en première ligne va essuyer les plâtres et prendre les coups les plus durs dans une situation difficile. Le cadeau est en effet empoisonné : tandis que le président « prend de la hauteur », Chirac descend dans l'arène. S'il use à son tour au cours de cette épreuve, Giscard pourra toujours faire jouer ses pouvoirs constitutionnels et changer de premier ministre. Piètre consolation pour les RI : toute autre combinaison devrait se faire avec le PS et non pas avec eux. Il ne leur reste plus qu'à grignoter des sièges par ci, par-là ou à se contenter — sans garantie — de la conquête de la municipalité de Paris. Faible compensation pour ceux qui, depuis deux ans attendaient tout du pouvoir. Le soleil de Nice ne redorera pas le blason des RI.

G.F.

notes politiques

GISCARD EN ALSACE

Giscard visitera la nécropole de Sigolsheim, inaugurera le tunnel routier de Ste Marie aux mines, remettra la légion d'honneur au maire de Sélestat, et prononcera un discours à Colmar. Des manifestations syndicales sont prévues, et ce n'est plus une terre aussi accueillante pour la majorité qu'autrefois qui recevra le président : aux cantonales trois conseillers généraux PS ont été élus, pour la première fois depuis la guerre. Des conflits ont eu lieu récemment à Rhône-Poulenc-Chalampé, Clark-Equipement, et

General Motors à Strasbourg. Il y a aujourd'hui 20.000 chômeurs dans la région. Il n'est pas jusqu'à l'adoption de l'heure d'été qui irrite les 30.000 fontaliers...

C'est pourtant à leur intention que le Président annoncera dans son discours les décisions prises par le comité inter-ministériel d'aménagement du territoire en faveur des régions frontalières.

EXCLUS

Messieurs Paul Alduy député-maire de Perpignan et Malé, conseiller général, viennent d'être exclus du PS pour non respect de la

règle des désistements après les cantonales.

Dans les Pyrénées orientales, le PS avait ouvert une commission d'enquête après que le candidat socialiste ait été élu président du conseil général avec les voix de la majorité présidentielle, contre un adversaire communiste.

LES CANTONALES ET L'AMITIE FRANCO-SOVIETIQUE

On savait déjà que les cantonales avaient été politiques, mais ce que l'on savait un peu moins c'est qu'elles s'étaient faites sur la

question de la coexistence pacifique !

C'est ce que semble suggérer l'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux* lorsque il écrit : « le résultat des élections cantonales montre le mécontentement vis à vis de la politique étrangère du gouvernement ».

Temps nouveaux en profite pour déplorer les orientations actuelles de la politique étrangère française : « Les relations entre les institutions militaires françaises et l'état-major de l'OTAN sont devenues plus étroites », « les tendances de renforcement de la communauté européenne en tant qu'union politique fermée se sont accrues ».

DASSAULT Martignas

UNE LUTTE ENRACINEE DANS L'USINE

Après l'article paru hier sur la grève de Dassault, nous publions aujourd'hui un interview d'un travailleur de l'usine, militant de la CGT.

● La grève au son du tam-tam, c'est tout de même une forme de lutte qui n'est pas tellement répandue. En France, à la différence des traditions de lutte qui existent en Italie, on a plutôt l'habitude de voir les travailleurs fonder et partir en grève avec occupation. La grève articulée, la discussion méthodique sur les formes de lutte qui font le plus de mal au patron, ça reste assez rare.

● A Dassault, le tam-tam n'est pas une nouveauté. Ça s'était déjà fait pendant la grève de 67. Mais le fond du problème c'est effectivement de trouver la tactique de lutte la plus efficace. Sur Dassault, dès le début de la lutte, il y avait une forte minorité qui était pour l'occupation. Mais la discussion qui a eu lieu est partie d'un calcul simple : en occupant, on peut tenir à la rigueur un mois, en perdant la totalité des salaires. La solidarité extérieure qui nous permettrait de tenir plus longtemps est difficile parce qu'il y a d'autres luttes et aussi parce que Dassault a des salaires parmi les plus élevés de la région. Les collectes ne seraient donc pas forcément comprises. Par ailleurs, on sait au début de la lutte que le patron a déjà trois semaines de production d'avance. Il peut tenir trois semaines sans rien perdre. C'est pourquoi, malgré la très haute combativité, on n'a pas choisi l'occupation, parce qu'on pensait qu'on n'était pas à armes égales pour tenir face au patron. Et on a choisi cette forme de lutte, qui d'un côté permet de tenir plus longtemps tout en paralysant la production, de l'autre marque une rupture avec les formes de lutte traditionnelles, les débrayages systématiques qui ne paient pas, les journées d'action et autres.

● Nous avons parlé hier du rôle des comités de lutte. Peux-tu expliquer ce qu'ils sont exactement ?

Ce sont les travailleurs désignés par leur équipe, à la base. Sur l'entreprise, il doit y en avoir environ 25. C'est une vieille tradition à Dassault. Ça avait déjà existé pendant la grève de 67.

● En somme c'est une sorte de comité de grève, une forme unitaire de démocratie ouvrière en prise directe sur les ateliers.

Oui, si tu veux. C'est une organisation représentative de l'ensemble des travailleurs et pas seulement des syndiqués qui permet d'enraciner la lutte dans l'usine. Ceci dit, il faut quand même voir que cette démocratie n'est pas poussée jusqu'au bout : ces délégués ne sont pas élus. C'est une sorte de cooptation, de désignation. On dit : « Toi, vas-y donc au comité de lutte ! ». Il y a aussi une autre limite à la démocratie, c'est que la réunion des comités de lutte, c'est-à-dire des délégués n'a pas pouvoir de décision. C'est d'ailleurs tout ou moins un litige permanent entre les organisations syndicales et le comité de lutte.

Comment se font les rapports entre comité de lutte et syndicats ?

Les syndicats et notamment la CGT sont très développés sur l'entreprise. Ils s'adaptent à la combativité des travailleurs. Ils ne s'opposent pas aux comités de lutte. Simplement, il y a un débat sur leur rôle : est-ce que ce sont eux qui décident, les organisations syndicales faisant leurs propositions ? Ou est-ce que ce sont les syndicats qui prennent les décisions ? On peut dire que pour les organisations syndicales, les délégués des comités de lutte sont un peu conçus comme un relai par rapport à la base, plutôt que comme l'émanation de la volonté des travailleurs. Ceci dit, les comités de lutte sont quand même un élément de pression considérable de l'ensemble des travailleurs par rapport à

l'organisation syndicale.

Est-ce que tu peux en donner un exemple ?

Oui mardi dernier par exemple, il y a eu une assemblée de tous les travailleurs dans une partie de l'usine. Les syndicats avaient proposé qu'à cette assemblée on pointe à nouveau, c'est-à-dire qu'on décompte le temps de l'assemblée en pointant. Sur le coup, les comités de lutte l'avaient accepté. Mais quand ils sont revenus devant les travailleurs, ils ont été désavoués par la grande masse d'entre eux. Ils sont retournés voir les syndicats pour leur dire que les travailleurs refusaient de pointer.

Cette lutte à Mérignac est une des plus avancées, mais elle n'est pas isolée au niveau du trust.

Non, il y a l'usine de Biarritz par exemple, où ils ont pris, eux aussi, une forme de lutte qui paralyse la production sans coûter trop de fric : alors qu'ils sont en équipes, ils ne travaillent plus qu'en journée. Du reste, c'est dans l'ensemble du trust qu'il y a une mobilisation : on l'a vu lors du rassemblement de mercredi à St-Cloud, où il y avait une bonne dizaine d'usines.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

PEUGEOT BEAULIEU

LES FLICS PROTEGENT L'USINE

Voilà maintenant trois semaines que les travailleurs de Beaulieu luttent farouchement pour 300 F et le retour aux 40 h. D'emblée la lutte était un défi, défi car c'était la 1ère d'une telle ampleur depuis 68, défi aussi car Beaulieu produit des pots d'échappement nécessaires pour Sochaux et des pièces pour Mulhouse... Dès qu'elles ont commencé à manquer, Peugeot a tout fait pour y remédier, en vain, la plupart des pièces faites ailleurs sont impropres.

Il était donc important pour elle que l'usine de Beaulieu rouvre vite, même partiellement... Mais elle ne pouvait pas se permettre un coup de main grossièrement marqué du sceau des nervis, c'est ce qui explique l'intervention ouverte des flics jeudi matin. Ce sont, en effet, eux qui ont enfoncé la portière du garage permettant ainsi aux cadres de rentrer, ce sont eux aussi qui ont enfoncé à deux reprises les chaînes que formaient les travailleurs : il y a d'ailleurs eu deux blessés, dont un délégué CFDT immigré. Cette présence des flics a été déterminante pour faire basculer le rapport de force, et depuis jeudi, ce sont désormais eux qui gardent l'entreprise.

Mais l'attitude des directions syndicales a également été déterminante : la seule consigne donnée aux travailleurs était d'éviter toute provocation et donc de laisser faire. Résultat : vendredi 500 à 1000 travailleurs sont rentrés : ils ont été immédiatement envoyés au 70, atelier clé.

Malgré cela, la combativité des grévistes qui restent dehors ne faiblit pas : une manifestation impulsée par 500 travailleurs s'est ainsi baladée dans Mandœuvre, elle est rentrée ensuite dans l'usine et a traversé le 70. Lundi sera donc une journée décisive : de nombreux autres travailleurs risquent de rentrer, découragés et ne voyant aucune perspective de lutter et de gagner : la CFDT propose un vote à la mairie, la CGT refuse et fait signer sous les yeux des flics sa pétition pour 150 F (au lieu des 300 F votés par l'ensemble des grévistes) ; autrement dit la seule perspective c'est d'attendre aux portières que des négociations s'ouvrent ! Ainsi alors que ce week-end, les cadres ont décidé d'occuper l'entreprise en formant des « piquets de travail », les ouvriers vont donc être laissés seuls, isolés dans leurs cités. Ce week-end risque donc de peser lourdement, d'autant plus que la fin du mois arrive et que la paye sera maigre...

Correspondants Beaulieu.

TEMOIGNAGE DE PATRICK, OS A BEAULIEU PRESENT LORS DE L'INTERVENTION DES FLICS

« L'attaque s'est dirigée premièrement sur la portière centrale ; voyant qu'ils ne pouvaient pas franchir les barricades, ils se sont dirigés vers le garage, lieu du matraquage. Après avoir franchi cette portière, ces messieurs des forces de l'ordre suivis des toutous jaunes frappèrent plusieurs grévistes ainsi que moi-même qui fut touché à une jambe. Des camarades furent frappés, soit aux membres supérieurs, soit à l'estomac, soit aux reins, ils s'en sont même pris à une femme. Bien que touché, je me suis précipité avec des camarades au bâtiment 70, lieu le plus important de l'usine, et la matinée s'est terminée dans le calme. Vers deux heures et quart, les jaunes passèrent à l'attaque : ils réussirent à forcer une des deux portes, voyant cela, nous nous sommes réfugiés vers la portière du bâtiment 70 qui se situe à l'autre bout de l'atelier, lequel couvre une grande superficie, là nous avons téléphoné au local du CE pour les prévenir de l'intrusion de jaunes ; on nous a répondu de quitter le bâtiment en évitant les accrochages. C'est ce que nous avons fait dans l'honneur et la dignité en chantant l'Internationale sous le regard des jaunes qui jubilaient de leur victoire, si on peut appeler ça une victoire. Enfin, nous avons quitté l'usine sous le regard des chiens de garde en tenue de flics, matraque à la main ».

● **DIJON** : Les grèves pour des augmentations de salaires touchent l'ensemble des usines de la « Générale Alimentation » de la région (« Aussage », Amora, Desseaux et Bernard).

LES CIRCUITS PARALLELES DE PEUGEOT



La direction de Peugeot a décidément tiré les leçons de la grève bouchon de 1972. A cette occasion, l'usine avait été privée de la fabrication des pompes à huile et d'autres pièces fabriquées à Saint Etienne. Cela n'arrivera plus. Peugeot a désormais des circuits parallèles qui lui permettent de pallier à des manques dus, soit à des ennuis techniques, soit à des grèves. Par exemple, une panne bloque la production de pompes, il y a un an de cela. Aussitôt, des pièces arrivent d'Amérique latine. D'après l'état des connaissances, il existe un « trafic » similaire en Afrique. Autre exemple plus récent celui-là : l'usine de Beaulieu est paralysée par une grève et ne produit plus de pots d'échappement, notamment à l'usine Bellanger de Laval. Or le 23 mars, un camion GEFCO y amène un chargement de pots d'échappement de marque Peugeot (cf. photo). Dans la journée, plusieurs autres véhicules font de même pour repartir ensuite, avec les pots d'échappement montés qu'ils amènent à l'usine mère de Vénissieux. Signe particulier : tous les pots d'échappement portent une étiquette, portant le numéro 908. Renseignement pris : la Gefco est la société de transport de Peugeot. De cette manière, toutes ces petites affaires restent en famille. Quant aux deux camions, ils sont respectivement immatriculés 958 GE 70 et 623 RQ 77. Le premier provient du siège de la Gefco, situé dans la rue Nouvelle à Nanterre ; et le second du siège de Sochaux, dont l'adresse est 40 rue d'Epinal. Numéro de téléphone : 91.22.06. Nous croyons savoir que la direction Peugeot voudrait une discrétion maximum sur ces petites manœuvres. En espérant que ce billet lui plaise, à bon entendeur, salut.

Correspondant.

en lutte

● BREST : EPARPILLEMENT DES ACTIONS

Les entreprises privées de la réparation navale ont manifesté sans les ouvriers des AFO et de l'Arsenal ; La réparation navale avait manifesté deux jours plus tôt, quant à l'Arsenal il manifestait à la même heure mais sur un parcours différent. A la Thompson-CSF, débrayages et défilés quotidiens dans l'usine contre les nouvelles classifications de la métallurgie.

(Correspondant)

● **TOURS** : Les travailleurs de la COGECO en grève depuis plusieurs jours ont décidé la reprise jeudi. L'isolement de la lutte et les agressions de la direction et des jaunes contre les piquets risquaient d'aboutir au pourrissement ; cette lutte fera date après des années de paternalisme et a abouti à une forte progression de la syndicalisation.

(Correspondant)

● **OUTELEC (ANGERS)** : Manifestation non-stop contre les licenciements. Après leur manifestation de jeudi matin, les travailleurs ont occupé la mairie au cours de l'après-midi forçant le maire (centriste) à les recevoir, puis se sont retrouvés vendredi devant la préfecture.

(Correspondant)

● **BEGHIN SAY A CORBEHEM** : Depuis le 10 mars, les 2500 employés occupent l'usine. Ils luttent contre les licenciements, les mutations et l'aggravation des conditions de travail : 51 licenciements étaient planifiés en effet, 500 autres devaient être effectifs avant 78.

(Correspondant)

● **LA TRESNE** : Occupation de l'usine de tricotage Vicille-Tours ; pour défendre leur emploi le fouvrière continuent la production et la vente avec le soutien de la CGT%Textile.

(Correspondant)

● **LYON** : Menace d'intervention des militaires contre la grève des services communaux. La grève des services de nettoyage de la communauté urbaine de Lyon s'est étendue jeudi aux théâtres municipaux. La municipalité emploie les services d'entreprises privées pour dégager les ordures et des bruits persistants disent que « Zizi Pradel » a pris contact avec les autorités militaires.

(Correspondant)

● **BRESSUIRE (DEUX-SEVRES)** : Les ouvriers de la production de chez BRM (mobilier métallique) ont repris le travail après un mois de grève à l'appel de la CFDT. Par leur présence constante devant l'usine, par l'unité de la lutte des travailleurs français et immigrés, par la solidarité qui s'est développée sur la région, ils ont imposé le reclassement des licenciés, une augmentation de 2 % et des garanties contre les réductions d'horaires.

(Correspondant)

● **PARIS** : Début, vendredi, des Assises de la CFDT sur le chômage. Les délégués ont souligné les difficultés de la mobilisation des chômeurs, et on note que certains succès ont été obtenus dans la lutte pour la gratuité des transports. (Exemple : les chômeurs de Douai).

(Correspondant)

SNCF

L'HEURE DE VERITE

Georges Séguay avait fixé dès mardi les limites qu'il entendait donner à la grève des cheminots, en déclarant : « Nous ne voulons pas faire de la SNCF la locomotive d'une action qui irait en se généralisant jusqu'à provoquer une grève générale ». Hier, les directions syndicales ont tout fait pour mettre cette orientation en pratique, confirmant les craintes qu'exprimaient de nombreux cheminots de voir leur grève bradée.

Ainsi, la déclaration du Bureau fédéral CGT qui affirmait récemment « sa ferme volonté de coordonner les luttes » apparaît aujourd'hui clairement pour ce qu'elle est : du vent. La seule coordination organisée a été celle de la reprise. L'amorce de mouvement de reprise, contre la volonté des cheminots, ne s'est pas réalisée sans mal pour les

directions syndicales. La « démocratie à la base » qui servait de justification à l'absence de directives des responsables a brusquement fait place aux appels à « la confiance dans les organisations syndicales ». Partout, les directions syndicales ont joué sur l'isolement et le démorale. De nombreux centres reprennent, non par manque de combativité, mais par manque de perspectives. Les assemblées générales de reprise, quand les grévistes parviennent à les obtenir, sont houleuses. Souvent, les votes ne sont même pas organisés. Pourtant certains centres ont reconduit la grève, signifiant ainsi aux directions syndicales qu'ils entendaient ne pas se faire souffler à l'oreille la manière dont ils devaient arrêter la lutte, sans avoir rien obtenu.

QUI ORGANISE ? QUI DECIDE ?

Le mouvement de grève qui a commencé lundi soir est parti à l'initiative de la base, devant la provocation patronale qui avait repoussé les discussions salariales. Parfois, ce sont les cheminots au retour de la manifestation nationale qui ont démarré sans consignes, comme à Sotteville. Parfois, ce sont les cheminots qui ont fini par mettre la main sur les responsables syndicaux et par obtenir d'eux un minimum de directives (Nice). Mercredi matin, soit plus de 36 heures après le déclenchement de l'action, certains syndiqués attendaient toujours des éclaircissements. Des gares ont débarré sur coup de téléphone de grévistes. Les responsables syndicaux n'étant manifestement pas pressés de répercuter les décisions nationales. D'où, premier point, un mouvement éclaté, parti sur un ras-le-bol profond, mais sans perspectives.

Devant cette absence de prise en charge, de nombreux cheminots ont manifesté une profonde méfiance. Participation massive aux assemblées générales où l'on sentait le désir d'être informé. Demandes à

sortir de la gare pour populariser la lutte. Or partout, les échos des luttes ont été inexistantes, pour éviter que l'ensemble des centres les plus combattifs ne fassent tache d'huile.

Nice, Dôle, Chartres, Flers, les agents de la SNCF bloquent les trains un moment pour rendre le mouvement plus efficace. Les signaux d'alarme sont tirés, on va discuter avec les jaunes. De tels exemples ne sont jamais popularisés. D'où, second point, l'impression qu'on est isolé et « qu'ailleurs », rien ne se passe.

Dans ces conditions, les assemblées générales qui ont décidé de l'action vendredi ont pris un caractère très formel. A Metz, on annonce que Rouen a repris, tandis qu'à la même heure... Rouen vote la reconduction du mouvement. Devant le manque d'information, le poids des appareils syndicaux, invitant à la reprise « pour ne pas rester isolés » pèsera lourdement à Nantes, Villeneuve, Nice, Paris-Lyon, etc.

De plus, bien souvent, ces assemblées générales se voient même dénier le droit à prendre une décision. A Dijon, jeudi, la CGT explique seules les organisations syndicales sont « aptes » à juger la situation. A Tours, le syndicat CGT refuse le vote en AG, parce que la « fédé a déjà tranché ». A Nantes, Nice, à Chartres, les bureaucrates refusent le vote « pour ne pas diviser » et appellent à la reprise.

Pourtant, face à un patron unique, chacun sent bien que ce n'est pas centre par centre que l'on doit décider de la lutte. L'illusion de la « démocratie à la base », où chacun mène sa barque dans son centre, doit être dissipée.

Notre force, c'est l'unité. Oui aux assemblées générales souveraines contre les manœuvres d'appareil, mais une décision aussi importante que la continuation d'un tel mouvement national, c'est une coordination mandatée de tous les centres qui aurait dû la prendre. Les responsables syndicaux ont joué la division, l'atomisation, le « chacun chez soi ». On sait pourquoi.

S.M.



TOURS COMMUNIQUE CFDT-CHEMINOTS

Le syndicat des cheminots de Tours-Saint-Pierre informe les usagers : « Devant l'intransigeance de la direction SNCF, le mouvement de grève affectant le centre de Tours Saint Pierre, a été reconduit par une grande majorité de

cheminots jusqu'à dimanche 26 mars 1976, 20 heures. Le syndicat CFDT des cheminots Tours Saint Pierre, conscient de la gêne qu'il occasionnera aux usagers leur demande de comprendre et de soutenir leurs justes revendications ».

NOUS CONTINUONS LE COMBAT

Nous restons en grève parce que c'est la seule façon d'obtenir satisfaction, c'est de faire grève jusqu'à satisfaction. On ne fera croire à personne que des mouvements catégoriels, partiels ou limités peuvent obtenir plus ou moins, autant qu'une grève de tous les cheminots. Si nous arrêtons notre mouvement général aujourd'hui, de toutes manières, pour nos 2000 F minimum et 400 F pour tous, les 104 repos et une véritable échelle mobile des salaires, il nous faudra le reprendre un jour ou l'autre. Parce que, à l'heure qu'il est, personne ne sait vraiment ce que veulent les cheminots. Les organisations qui ont consulté ici ou là les différents secteurs n'avaient pas pour but de connaître leur volonté. Elles voulaient faire reprendre le travail immédiatement là où c'était le moins chaud, afin de démoraleiser plus facilement les autres. La démocratie aurait consisté à consulter l'ensemble des cheminots de tout le pays, à faire connaître honnêtement le résultat et après seulement de décider s'il convenait de reprendre le travail ou pas.

Parce que c'en est assez de ces grèves dont le plus bel exemple fut celle de 71 où de soi-disants dirigeants profitent du morcellement et du manque de contact entre les différents secteurs pour faire un travail de sape et reprendre sans avoir rien obtenu.

Les cheminots ne font pas grève par plaisir mais quand ils se mettent en grève c'est pour obtenir satisfaction. Et ils sont décidés à tenir jusqu'à là. Les cheminots du dépôt de Paris Sud-Ouest se sont organisés en comité de grève comprenant des syndiqués CGT, CFDT, et des non-syndiqués parce que, conscients de l'enjeu de la lutte, ils entendaient contrôler eux-mêmes leur mouvement. Ce qui se passe en ce moment confirme que nous avons bien raison. Il faudra absolument que le contrôle du mouvement s'exerce partout pour qu'enfin les grèves aboutissent et ne soient pas amenées dans l'impasse.

Nous nous adressons aux autres secteurs pour leur dire que nous, cheminots du dépôt de Paris Sud-ouest sommes prêts à continuer la grève avec l'ensemble des cheminots. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls, contrairement à des informations tendancieuses. Un peu partout, des cheminots se sont déclarés pour la continuation du mouvement. Il dépend des cheminots et d'eux seuls que le mouvement ne soit pas enterré.

Si nous le voulons vraiment, personne ne peut se mettre en travers. Nous invitons tous les secteurs, tous les cheminots qui ont décidé de continuer la grève ou qui pensent qu'il faudrait le faire à se mettre en contact avec nous en téléphonant au dépôt de Paris Sud-ouest, salle syndicale, numéro de poste 1471.

Aujourd'hui ce qui est important c'est l'organisation des grévistes par eux-mêmes.

Le comité de grève du dépôt Paris Sud-ouest, le 26 mars 76.

La grève au jour le jour

● **Lundi 15 mars** : début d'une série de journées d'action dans la Fonction publique. A la SNCF, CGT et CFDT se prononcent pour un minimum de 2 000 F par mois et contre la création du grade TS pour les roulants. Elles déposent un préavis de grève des conducteurs SNCF pour les jeudi 18 et vendredi 19 à midi. De son côté, la FGAAC (autonomes) appelle à l'action sur des mots d'ordre catégoriels du mercredi matin au vendredi midi.

La direction de la CGT fait tout de suite savoir les limites qu'elle entend fixer au mouvement : « Les conducteurs seront à leur poste pour assurer les départs en vacances ». Un rassemblement est prévu pour le 22 mars à Saint Lazare, sans appeler à la grève.

● **Mercredi 17, Jeudi 18, vendredi 19** : les débrayages sont massifs. L'Humanité écrit : « la révolte gronde chez les cheminots ». Mais elle ajoute : « les trains de départ en vacances doivent être assurés. »

● **Vendredi 19** : L'Huma titre : « la grève prend fin à midi ». Les cheminots de Paris-Lyon décident de continuer le mouvement jusqu'à lundi 8 heures. Ceux de Grenoble, Chambéry, Dijon aussi. Charles Massabieaux, secrétaire de la fédé CGT se prononce contre « des actions susceptibles de dresser les usagers contre les cheminots et contre des mouvements qui pourraient être utilisés par le pouvoir à cet effet ».

● **Dimanche 21** : un bulletin Lutte Ouvrière distribué au dépôt Paris Sud-Ouest explique : « Qui voudra croire en seul instant qu'en privant les travailleurs ou leurs enfants de quelques jours de vacances, nous ferons céder la SNCF ? »

● **Lundi 22** : plus de 5 000 cheminots défilent à Saint Lazare devant le siège de la SNCF. En fin de manifestation, un millier de cheminots se dirigent vers la direction de secteur CGT en scandant : « Grève générale, grève nationale ». En fin d'après-midi, la direction, rendue arrogante par le désaveu syndical de la grève des conducteurs du week-end, annule la réunion paritaire prévue et la remet au mercredi. Explication officielle : on ne négocie pas sous la pression. Les fédérations CGT et CFDT réagissent en appelant les cheminots à « agir dès maintenant pour intensifier et élargir

l'action de masse sous toutes ses formes, y compris l'arrêt de travail, là où les conditions sont remplies. » Elles se félicitent que « les enfants soient partis en vacances... malgré la gêne causée par des arrêts de travail ».

● **Mardi 23** : L'Huma titre en gros en première page « Hier encore, la SNCF a bloqué des trains que les cheminots voulaient conduire ». Et elle ajoute en petites lettres : « grève aujourd'hui à Saint Lazare et dans d'autres centres ». Dans la journée, devant l'intransigeance de la direction, les centres débarrèrent les uns après les autres. Le mouvement fait tâche d'huile. Le soir, il a déjà atteint une ampleur comparable à celle de la grève de 1971.

Georges Séguay déclare que la CGT ne veut pas faire de la SNCF une « action test », qui débouche sur une grève générale.

● **Mercredi 24** : La grève continue à s'étendre. La combativité est partout extrêmement forte. Le soir, les syndicats FO, CFTC, CGC, FMC et surtout FGAAC signent le contrat avec la direction. Sous la pression de la base, la CGT et la CFDT appellent à une grève de 48 heures. C'est la première fois, après une semaine de lutte, qu'elles lancent un mot d'ordre national. Mais ce mot d'ordre limite d'emblée la grève à 48 heures.

● **Jeudi 25** : L'Huma titre « des arrêts de travail EN-CORE (sic) pour aujourd'hui et demain ». Malgré la signature des syndicats minoritaires, le mouvement reste extrêmement massif. Toutefois, la CGT et la CFDT n'ayant pas lancé de consigne de blocage des trains conduits par les jaunes, on assiste à une reprise limitée du trafic dans certains centres. Ici et là, dans des tracts CGT, les premières attaques violentes anti-gauchistes apparaissent. L'information sur l'état des luttes dans les différents centres circule très mal. L'Huma du matin ne publie aucune information à ce sujet.

● **Vendredi 26** Les directions syndicales, jouant sur la démobilisation engendrée dans beaucoup de centres par l'absence d'information et de consignes d'action claires, appellent ouvertement à la reprise du travail. Plusieurs centres, dont Rouen et Tours, appellent néanmoins à continuer la grève.

école

DU BON USAGE DE LA LOI ANTI-CASSEURS

Le régime soigne ses jeunes : on ne les oublie pas pendant les vacances. A Toulouse et Amiens, deux recteurs ont porté plainte... pour fait de lutte et de mobilisation. Comme ils ne pouvaient porter plainte contre le mouvement étudiant et lycéen dans son ensemble, ils ont choisi, dans chaque cas des militants reconnus pour leur rôle dans la lutte... et voilà de retour la sempiternelle explication des mouvements de masse : c'est la faute à des « meneurs ».

AMIENS

« Affaire en cours » : tel était l'énoncé de la convocation de police reçue par deux militants de la LCR. Rien que de très banal à première vue... Mais là où l'affaire sort du commun, c'est quand on sait qu'il s'agit d'une plainte pour « dégradations, violence, menaces, etc... » Bref, la loi anti-casseurs. A l'origine de tout ceci, la plainte du Recteur-prieur et de l'Inspecteur d'académie, Grosstête...

En fait, si deux étudiants sont menacés d'inculpation, c'est pour avoir... « dirigé la grève qui a eu lieu début mars à la cité scolaire ».

Bref, deux éléments extérieurs qui ont mis en grève le lycée technique commercial, le lycée technique industriel, le lycée d'Etat mixte, le CET-bâtiment, qui ont cassé les carreaux, peint les murs, et fait des misères au Recteur-prieur, à l'Inspecteur d'académie Grosstête, au proviseur Woitier, et au censeur Rigault : deux éléments extérieurs qui disposent de singuliers dons d'ubiquité...

Ce que veut l'administration, c'est faire payer à des anciens élèves de la cité leur participation à la lutte contre Debré, Fontanet et Haby. Et comme elle n'a pas pu les exclure à ce moment-là, c'est un an après qu'elle essaie de régler ses comptes : la vengeance est un plat qui se mange froid.

Depuis mercredi, des grévistes du *Parisien libéré* sont à Amiens. Ils ont déjà distribué une édition pirate du *Parisien libéré* sur les entreprises et à la faculté occupée par les étudiants...

Correspondant Amiens



TOULOUSE

« Séquestration de personnes », c'est le motif d'inculpation de deux militants du comité de grève de la fac de Lettres Toulouse le Mirail. C'est le recteur Chalais qui a porté plainte : un jour qu'il était sur le campus, il fut prié par le comité de grève de venir à une assemblée générale d'étudiants. Il refusa, on fut obligé de le forcer. Devant 2000 personnes, il fut invité à s'expliquer... voilà qui ce est appelé séquestration.

Les étudiants ne sont pas prêts à accepter la politique des boucs émissaires. Une pétition circule, signée déjà par trois cent personnes rappelant que c'était une assemblée générale qui avait retenu le recteur. Enseignants, étudiants, syndicats prennent position, les étudiants entendent demander aux conseils d'UER de se prononcer contre la répression, ils seront également présents au Conseil d'université qui doit se tenir à la rentrée.

La grève est de toute façon reconduite jusqu'au mardi de la rentrée. Le 15 avril sont prévus des Etats Généraux régionaux, appelés par la CFTD et le comité de grève, sur les trois thèmes suivants : école, chômage, exode.

LA DERNIERE MOUETTE D'OUESSANT

Ce sont dix à quinze tonnes de fuel qui continuent à s'échapper chaque jour des flancs de l'Olympic Bravery échoué sur les récifs d'Ouessant. A ce rythme, et puisqu'aucune solution rationnelle n'est encore en vue pour stopper la marée noire, les italiens risquent d'en supporter longtemps encore les effets dramatiques. Les travaux qui ont suivi la catastrophe du Torrey Canyon ont permis de mieux connaître les effets de la pollution par les hydrocarbures :

— le plancton, surtout près de la surface, est particulièrement affecté et par conséquent la faune qui s'en nourrit ; ce qui entraîne une chute spectaculaire de la productivité de la pêche dans les zones sinistrées.

— les oiseaux de mer sont les victimes les plus spectaculaires : leur plumage est souillé de façon irréversible ; privés de leur matelas protecteur, les oiseaux périssent de congestion ; il faut ajouter l'intoxication par ingestion de pétrole.

Or, les îlots-réserves d'Ouessant qui abritent des milliers d'oiseaux (macareux notamment), les derniers phoques et pingouins vivant sur les côtes françaises sont aujourd'hui sinistrés.

Les organismes officiels prétendent éliminer le mal avec l'utilisation, de

crevettes, crabes, poissons littoraux...disparaissent quasi-totalement des zones traitées au détergent.

— Le finasol, le BP 1100 X, utilisés à Ouessant sont, selon l'Institut Océanographique, d'une grande toxicité. Il en est de même du Corexit 7664, abusivement présenté comme inoffensif qui, selon l'écologiste F. Ramade « possède un effet synergiste qui exalte la toxicité du pétrole pour les organismes marins ».

L'émulsion du pétrole par les détergents favorise son absorption par les animaux microphages et accélère son passage dans les chaînes alimentaires (crustacés, poissons) pour aboutir finalement à l'homme.

— Le dépôt d'hydrocarbures au fond des océans sous effets des détergents est une absurdité écologique, car il bloque toute dégradation ultérieure à cause de la pauvreté en oxygène des eaux profondes.

Les trusts pétroliers, British Petroleum, Shell, Exxon... peuvent se froter les mains : ils écoulent leurs poisons car ce sont eux les plus gros producteurs de détergents.

Pendant ce temps la colère gronde à Ouessant.

Ce « guillemot » englué de Mazout sera mort dans quelques semaines (AFP)



détergents ; c'est un scandale car le remède est pire que le mal ! Et c'est un fait bien connu et démontré aujourd'hui :

— Aucun mollusque, aucun crustacé situé dans la zone de balancement des arées n'échappera au traitement. Après le naufrage du Torrey-Canyon, moules,

Voilà, aux dires de JP Prevel de l'AFP, la mirifique tâche des bidasses à Ouessant :

« Ils devront, armés de pelles et de seaux, patauger dans la couche visqueuse, crapahuter dans les rochers glissants, traquer le mazout dans des endroits pratiquement inaccessibles pour le collecter dans des poubelles et l'emprisonner ensuite dans de vastes trous creusés dans les herbages avoisinants. »

On fait les prisonniers qu'on peut ! A missions difficiles, hautes récompenses : nos héros mangent au restaurant et ont quartier libre jusqu'à minuit chaque soir. Comme continue l'AFP : « L'organisation militaire a tout prévu à Ouessant. »

Le Cap communique

Télégramme adressé à Monsieur Lecanuet, Garde des Sceaux, ce jour, 26 mars à 10 H.

« Les informations sur l'état moral et physique de R. Agret se font de plus en plus alarmantes. La nécessité d'une révision du procès ne fait plus de doute. Craignant le pire, nous vous demandons en attendant cette révision d'envisager dans les plus brefs délais sa mise en liberté provisoire. »

Myriam Annassimov, Maria Cardinal, Jean Cabries, Jean Cardonnel, François Chatelet, Hélène Cixous, Maurice Clavel, Gilles Deleuze, J.M. Domenach, Claire Echerelli, Michel Foucault, Jean Guenot, Daniel Guerin, Georges Hourdin, Alain Jaubert, Pierre Joffroy, Michel Leiris, Serge Livrozet, Claude Mauriac, Georges Montaron, Yves Navarre, Edouard Val Oman.

les temps modernes

ON A PAS DE PETROLE MAIS ON A DES IDEES L'HEURE D'ETE

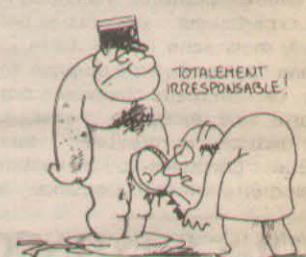
Le 28 mars, à 0 heure, les montres avancent d'une heure. Miracle : le jour se lèvera une heure plus tard, la nuit tombera une heure plus tard. Cette mesure devrait permettre de diminuer les dépenses d'énergie le soir en diminuant le nombre d'heures d'éclairage. L'économie réalisée peut être de 1 à 2 %, et apparemment ne coûte rien à personne.

Cependant, les premiers problèmes surgissent dans les zones frontalières : dans l'Est, il s'agit d'un bouleversement pour les travailleurs, les transports et les familles à cheval sur deux ou trois pays : magasins fermés au retour du travail, repas décalés, et tous les jours un déboussolement horaire pour tous ceux qui franchissent la frontière.

Un problème va aussi se poser pour ceux qui commencent le travail tôt le matin et qui auront ainsi une heure de plus de travail nocturne et qui se coucheront au crépuscule.

Mais si beaucoup d'entre nous risquent d'être déphasés, l'EDF ne perd pas le nord : les horaires de ses tarifs de nuit vont être adaptés, il ne faudrait tout de même pas que l'économie d'énergie puisse profiter aux usagers. Ça serait pas moral.

« IRRESPONSABLE » LE GENDARME VIOLEUR



Maurice Deininger, gendarme de Besançon qui a violé une étudiante le 21 février dernier a été déclaré « irresponsable » par deux « experts ». On n'a pu faire moins, cependant, que de le mettre à la retraite anticipée. Gisèle Halimi, avocate de la femme violée, réclame une contre-expertise et s'étonne que l'on ait si vite remis en liberté le violeur. Elle n'est pas seule à trouver cette hâte suspecte.

FETE AVEC LE GLH



Le Groupe de libération homosexuel, groupe de base, organise une fête à Paris. Elle aura lieu samedi 27 mars à partir de 20 heures, 72 avenue Felix Faure, métro Boucicault. Au programme : projection de films sur l'homosexualité, les manifestations politiques des homosexuels, et un bal. Les autres groupes du GLH sont invités, ainsi que tous les lecteurs de Rouge, les homosexuel(le)s, pédophiles, hétérosexuel(le)s ou bisexuel(le)s...

32ème Congrès du Mouvement Freinet

UNE CHARTE DES DROITS ET DES BESOINS DE L'ENFANT SOUMISE AUX CONGRESSISTES

Clermont-Ferrand, le 26 mars : de notre envoyé spécial Joseph Krasny

Avant tout, un congrès Freinet ce n'est pas pareil ; autre chose que la somnolence qui souvent, s'empare des réunions syndicales enseignantes ; une différence qui prend sa source dans les caractéristiques du « mouvement Freinet », du nom de son fondateur Celestin Freinet (voir Rouge du 26 mars) : un regroupement souple, sans adhésion ou « carte de membre », d'enseignants, dans la majorité instituteurs, unis par la seule recherche, dans leurs classes, d'une pratique pédagogique commune, opposée à l'enseignement traditionnel et qui se manifeste par ce congrès annuel sans « délégués », où chacun peut se rendre et dont l'ordre du jour, consacrant une grande place aux commissions sur une multitude de thèmes, peut être modifié en cours de route.

Dans les couloirs du congrès cette diversité, cette richesse éclatent. Sur les murs, surtout : modelages, « peinture à la seringue », textes libres, travaux d'enfants et expositions. Une succession de photos s'attaque à la tristesse de l'école quotidienne.

Avec entre autres, ce commentaire sec : « Christian, 16 ans, 5 ans de CEG, 43 750 Km en cars, 32 Km/Heures, 4987 heures de cours, 99754 heures pour l'Ecole... »

A l'entrée de la salle, le mouvement pour l'Ecole moderne portugais présente des textes d'enfants dominés par les souvenirs de la dictature ou leurs commentaires sur la révolution du 25 avril. « J'avais deux mois quand je suis allé en prison avec ma mère et mon père parce qu'ils parlaient politique, raconte l'un d'entre eux, j'en suis sorti à deux ans... ». D'autres débattent, autour de la question : qu'est ce que c'est la politique ? « C'est parler de partis »

dit l'un, « parler des aliments et dire que les choses sont chères », dit un autre...

Autant de positions qui vont à l'encontre, non seulement de l'Ecole telle qu'elle est, mais aussi du point de vue des directions syndicales enseignantes. Au congrès, le débat avec le syndicat national des instituteurs, mit d'ailleurs en évidence ces divergences. Le SNI défendant « l'idéologie des dons », qui veut que la réussite scolaire ne soit pas d'abord déterminée socialement, ou même l'idée de « différences biologiques » entre les enfants aussi décisives que les inégalités sociales. En ce sens, l'aspect le plus important de ce congrès réside dans une volonté d'affirmer plus nettement, par la définition d'un « projet d'éducation populaire » la perspective d'une autre éducation, dans une autre société, qui sous-tend la pédagogie mise d'ores et déjà en pratique dans les limites du système actuel par les Freinetistes.

LES COMITES DE SOLDATS EN ESPAGNE

« Que je sois foudroyé, moi, si j'attaque mes camarades ! »

Le puissant mouvement de masse qui ébranle de fond en comble la société espagnole et le régime de Juan Carlos depuis 4 mois touche aussi de plein fouet le pilier de l'armée franquiste qui voit sa

cohésion fortement entamée. Alors que la caste des officiers multiplie les prises de position, l'apparition de Comités de Soldats revêt une importance capitale.

Interview de trois membres des Comités de soldats de Madrid

Quotidien Rouge : Pouvez-vous vous présenter brièvement ?

José : Moi je suis du Service de Santé Militaire et les deux camarades appartiennent à l'infanterie. Nous appartenons tous trois aux Comités de soldats de la région de Madrid.

Question : Comment sont apparus ces comités et quelle est leur force ?

José : Depuis plusieurs années, il y a des tentatives pour créer des noyaux dans l'armée mais c'est seulement depuis 6 à 8 mois, étant donné le type de situation politique dans le pays et le climat de politisation générale, qu'il devient possible et nécessaire de stabiliser ces organismes. Avant, il y avait des tentatives très discontinues, individuelles, aujourd'hui des coordinations apparaissent.

A Madrid par exemple, cela s'est réalisé par la coordination de noyaux isolés, des comités isolés dans les casernes (infanterie, tanks, artillerie, aviation, secteur sanitaire) et ceci dans la majorité des casernes (il y a environ 40 ou 50 casernes dans la région de Madrid).

Les premiers comités sont apparus au Pays Basque puis à Madrid et maintenant dans presque tout l'Etat (Cartagène, El Ferrol, Barcelone).

Carlos : Nous, Comités de Soldats de Madrid, malgré la difficulté très grande actuellement de coordonner le travail de toutes les localités, nous avons le projet, dans un futur proche, de construire une coordination à l'échelle de tout l'Etat.

Question : Pouvez-vous donner les grandes lignes de votre programme et quelques exemples d'actions récentes ?

José : Leur programme prétend regrouper les revendications de l'ensemble des soldats parce que si au niveau de toute la population l'absence de libertés et l'oppression sont très grandes au niveau des casernes, on peut dire que notre situation est pratiquement féodale.

Dans ce sens, nous définissons pour de meilleures conditions de vie (car elles sont désastreuses), contre la discipline fasciste qui défie le bon sens, pour l'épuration des officiers fascistes de la guerre civile et surtout nous combattons pour empêcher l'intervention de l'armée contre le mouvement ouvrier et populaire.

Les conditions de répression empêchent un travail ouvert « de masse ». Aussi notre travail fondamental consiste à regrouper la majorité des soldats autour de notre programme de lutte en essayant d'en faire participer le plus possible aux activités légales ou illégales que nous essayons de développer au maximum. Exemple : quand des camarades se font arrêter, nous organisons la solidarité sous forme de collectes ; nous avons ici à

Madrid une expérience de collecte de 1000 NF dans une caserne d'Aranjuez en solidarité avec les ouvriers en lutte dans cette localité en janvier et c'est un soldat qui est allé à l'assemblée de l'usine (Lever Iberica) remettre l'argent. Exemple : à Vitoria, lors des derniers événements, la police armée et la Guardia Civil s'installèrent dans les casernes. Les soldats pour démontrer leur solidarité avec le mouvement ouvrier organisèrent un boycott total des policiers, quittant les cantines quand eux y entraient et même quelques altercations violentes entre les policiers et la troupe.

Sergio : Oui, il est évident qu'au niveau des comités, nous sommes pour nous lier aux organismes unitaires du mouvement de masse et du mouvement ouvrier (Commissions Ouvrières etc...)

Question : Avez-vous des rapports avec l'UMD (Union Militaire Démocratique) et quelle est votre analyse de cette organisation ?

José : Nous autres, nous sommes un organisme autonome qui se veut indépendant des officiers car nos intérêts sont totalement opposés aux leurs.

Malgré cela, nous saluons l'apparition de l'UMD car d'une part, elle peut accélérer la décomposition de l'armée franquiste et d'un autre point de vue, affaiblir la dictature.

Lors de leurs procès, nous avons sorti une feuille appelant à la solidarité avec eux et réclamant l'amnistie. Elle fut diffusée dans toutes les casernes de Madrid.

Sergio : Nous devons préciser plusieurs choses au sujet de l'UMD.

1) L'UMD n'est pas un mouvement homogène. Il y a de grandes ambiguïtés quant à ses prises de position publiques.

2) Dans les prises de position publiques de l'UMD, l'attitude envers les soldats est, ou bien l'indifférence, ou bien le paternalisme.

3) Malgré tout cela, bien que nous réaffirmions la nécessité de construire un organisme autonome de soldats, si leur évolution le permet, dans certains cas nous pourrions collaborer avec eux. Mais il faut bien souligner que nous croyons, quant à nous, que ce n'est en aucun cas les officiers qui vont résoudre nos problèmes.

Question : Quelles sont les forces politiques qui développent un travail dans l'armée ?

José : Actuellement, mis à part le PCE qui paraît avoir abandonné un travail régulier de construction du mouvement des soldats, le reste des organisations politiques comme la LCR-ETA VI, MCE, ORT, PT et en général des « indépendants », à des degrés différents d'intérêt apportent leur appui pour développer un mouvement autonome de soldats.

(Réalisé à Madrid le 22 mars)

PLATE FORME RENDICATIVE.

Pour des conditions de vie dignes dans les casernes (repas, hygiène, santé, culture, sports, etc...).

Contre la discipline irrationnelle et fasciste. Pour la destitution des commandants fascistes particulièrement répressifs.

100% de salaire tant que le soldat accomplit son service militaire. Rétribution décente de la part de l'armée aux non-salariés. Qu'aucun soldat ne soit une charge économique pour sa famille.

Pour un service militaire réduit au temps d'instruction et accompli sur le lieu de résidence du soldat.

Liberté d'expression et de réunion dans les casernes. Libertés démocratiques pour le soldat !

Abrogation de la justice militaire.

Amnistie à l'armée. Liberté pour tous les militaires emprisonnés, officiers, sous-officiers et soldats !

Les comités de soldats sont ouverts à tous soldats qui veulent s'atteler à la tâche de construire ces organismes et leur programme, sur le chemin qui nous unisse tous avec le peuple travailleurs et la classe ouvrière. Là est la tâche et son urgence n'admet plus d'hésitation. Nous la prenons en charge.

CHANSON DE LA RESISTANCE ANTIFRANQUISTE (anonyme)

Ils disent que la patrie est un fusil et un drapeau
Ma patrie ce sont les frères
qui labourent cette terre
Ma patrie ce sont les frères
qui labourent cette terre

Refrain

Ah non, moi je tire pas, non
Ah non, moi je ne tire pas contre mes frères
Ah moi, je tirais, oh oui
Ah moi, je tirais, oh oui
Contre ceux qui oppriment le peuple avec leurs fers

Ils nous envoient lutter contre les ouvriers
que je sois foudroyé, moi
si j'attaque mes camarades, moi

Que je sois foudroyé, moi
Si j'attaque mes camarades, moi

Cette guerre dont ils ont si peur
Elle ne vient pas de l'extérieur
Ce sont des grèves semblables à celles

Qu'impulsèrent les mineurs
Si mon frère se soulève
Si moi je suis à la caserne

j'emporte fusil et sac-à-dos et le rejoindre je vais là-haut
Officiers, officiers,
Grand courage vous avez

Nous verrons si vous le garderez
Quand votre jour sera arrivé.



« EL SOLDADO » JOURNAL DES COMITES DE SOLDATS DE MADRID (Extraits)

« A tous les soldats »

Les comités de soldats saluent l'apparition de l'UDM et de toute autre manifestation démocratique au sein de l'armée. Mais en se fondant sur une dure expérience quotidienne du comportement et de toutes les formes de conditionnement auxquelles sont soumis les officiers, nous ne pensons pas que ce soient ces derniers qui soient capables de diriger et de regrouper autour d'eux le mouvement démocratique dans l'armée. Au contraire, nous croyons que seuls les soldats, grâce à leur union toujours plus forte et à leur organisation, sont capables de se constituer en force motrice de ce mouvement qui au sein même de l'armée se tourne vers une solidarité et une coopération étroite avec le reste du peuple dans sa lutte pour la liberté, contre l'oppression et l'exploitation. Et cela pour une raison fondamentale : les soldats ne sont rien d'autre que des ouvriers, paysans et étudiants qui, en nombre chaque fois plus grand arrivent à la caserne avec des expériences de lutte dans l'usine, le quartier ou le lieu d'enseignement ; ils arrivent à l'armée et se rendent compte qu'il s'agit là d'une version, plus rigoureuse encore, de la société de privilèges et de répression qu'ils ont connue dans la vie.

quels sont nos objectifs ?

Les comités de soldats se fixent comme but fondamental de rompre l'isolement des casernes envers le mouvement de masses en général. Ceci implique au 1^{er} chef d'éviter que l'armée actuelle, née de l'écrasement du peuple pendant la guerre civile, puisse à nouveau être utilisée pour cela. Nous n'avons pas pour objectif d'être uniquement de petits noyaux de soldats conspirateurs, mais travailler dès maintenant pour détruire les fondements de l'armée actuelle de guerre civile, dont l'unique présence suffit à décourager et paralyser d'amples secteurs du peuple face à toute alternative de rechange de l'Etat franquiste. A cet effet nous avons pour objectif de promouvoir la solidarité entre les soldats à tous les niveaux, de nous opposer à la discipline irrationnelle et fasciste, et de nous ériger en haut-parleur, au sein des casernes, de chacune des mobilisations que le peuple impulsera dans sa lutte pour la liberté...

La coordination pratique du mouvement des soldats avec les organismes représentatifs du mouvement ouvrier et populaire (CCOO, CCBB etc...) revêt une importance fondamentale pour atteindre le but que nous nous sommes fixés tant pour développer une solidarité réciproque que pour ces organismes du mouvement de masse assument leurs responsabilités dans la tâche de prise de conscience du mouvement sur le terrain, et d'information envers la jeunesse.

(...) Nous appelons tous les soldats conscients à s'organiser dans des Comités de Soldats larges et unitaires autour de ces axes fondamentaux pour que tous ensemble, et avec les officiers qui feront la preuve de leur authentique esprit révolutionnaire en s'alliant à nous, nous construisions un vaste mouvement dans les rangs de l'armée qui grandira solide de la classe ouvrière et du reste du peuple et élaborera son propre programme revendicatif, lequel, assumé massivement, pourra être incorporé aux objectifs généraux du mouvement des masses.

Musique classique

LA VOIX DE LEURS MAÎTRES

Comme chaque année, les éditeurs figurant au palmarès du Grand Prix du disque vont orchestrer sa publication par une importante campagne publicitaire.

Dans un marché restreint, où le mélomane fait grandement confiance au choix du jury (« formé par les critiques les plus éminents »), pouvoir apposer sur une pochette l'autocollant « Grand Prix du Disque » est un atout commercial de premier ordre.

Et pourtant... le verdict du jury, d'une année sur l'autre, ne varie pas : toujours les mêmes marques qui reviennent, les mêmes compositeurs (Beethoven, Brahms, etc.), les mêmes interprètes...

Pour essayer de comprendre ce phénomène, il faut regarder de plus près la production du disque.

Le marché international est entièrement contrôlé par six grandes marques : DGG, Philips, CBS, RCA, DECCA, EMI-Voix de son maître ; six grandes marques seulement qui, de surcroît, passent entre elles des accords commerciaux (par exemple, DGG et Philips sont réunis par un holding appelé « Poligramm »).

Pour ces firmes, fabriquer du disque, ce n'est pas un acte de mécénat. Vu les millions qui entrent en jeu (depuis le cachet des interprètes jusqu'aux coûts de fabrication, les sommes sont considérables), un enregistrement doit être rentable et vite.

Pour cela, les moyens sont connus. D'abord, ne pas prendre de risque : on enregistre toujours les mêmes choses, les « valeurs sûres » (suivant l'expression du milieu) à savoir : Bach, Beethoven, Mozart... Ensuite, développer à fond le « vedettariat » pour les interprètes.

Quant aux « critiques », véritables mandarins de la musique, si leur choix est limité dès le départ, leur marge de manœuvre l'est encore plus.

Si la plupart d'entre eux ont un emploi fixe (émission de radio, rubrique dans un journal), ils dépendent pourtant grandement des éditeurs de disques. Ne serait-ce que parce qu'ils reçoivent chaque mois un jeu complet de service de presse ou sont rétribués pour écrire les notices explicatives qui accompagnent les disques. On comprend, dès lors, leur souci de ne pas vouloir frustrer les « Grands » !

Le palmarès 76 diffère donc peu des précédents. On y retrouve Brahms, Vivaldi, Messiaen parmi les compositeurs ; Rostropovitch, Martinon chez les interprètes.

Télévision

LES CENSEURS CENSURES

Il se passe vraiment de curieuses histoires à la télévision. Nous sommes dimanche dernier, dans un studio où est enregistré le dernier numéro de la série « Le masque et la plume », dont quelques requins de poids du cinéma ont réussi à avoir la peau. L'émission ne doit passer, sur les écrans, qu'une heure plus tard.

Comme à l'habitude, cinq films sortis durant la quinzaine écoulée sont disséqués et commentés. Sous la houlette de François Régis-Bastide, les joyeux duettistes Bory et Charensol font, devant un public ravi, leur numéro de compères en constant désaccord. On s'achemine tranquillement vers la fin, lorsqu'un spectateur demande la parole. Comme il de règle dans l'émission, on la lui accorde. Le spectateur en profite alors pour s'indigner de n'avoir à aucun moment entendu parler des douze films réalisés en Chine par Joris Ivens et Marceline Loridan (1), diffusés, depuis le 10 mars, dans quatre salles à Paris.

Voilà le débat relancé. Les critiques s'empoignent, le public participe, s'enflamme et applaudit à tout rompre Jean-Louis Bory qui défend vigoureusement *Comment Yukong déplaça les Montagnes*, titre générique de l'œuvre de Ivens-Loridan.

Une heure plus tard, installé devant votre écran de télévision, vous n'aurez rien su de cet épisode important. Pour la bonne raison qu'un coup de ciseaux sec et précis a fait s'arrêter l'émission juste avant l'intervention du spectateur cité plus haut !

La dernière émission du « Masque et la plume » sur FR 3 aura donc laissé comme un goût d'amertume. Car, comme le dit la société responsable de la production et de la distribution de *Comment Yukong déplaça les montagnes*, il reste un double malaise : celui causé par la disparition d'une émission de qualité et celui causé par le geste de censurés censurant leur propre émission.

au fil de la semaine

CINEMA

L'ARGENT DE POCHE

de François TRUFFAUT

● Des visages de gosses. Rieurs, battus, blagueurs, ensoleillés. Depuis *Les 400 coups* (1959) le regard de Truffaut s'est adouci et l'image qu'il donne de l'enfance a perdu la puissance corrosive de son premier film. Si l'école est toujours aussi laide et l'institut en blouse grise, il lit - en privé - Bettelheim et parle de son enfance dans un long plan au discours ambigu sur « les gosses qui se cognent à la vie avec grâce et force » et doivent s'endurcir s'ils veulent réussir plus tard. Idéologie toute lelouchienne donc, Truffaut, quand il parle de son enfance a tendance à se perdre dans une nostalgie généreuse.

M.Y.

LA CITE DES DANGERS

de Robert Aldrich

● Aldrich n'a pas toujours fait que le meilleur, mais on ne se souvient pas l'avoir jamais vu tomber dans un tel salmigondis. Tout dégouline, tout lui échappe, tout fout le camp. Sans doute n'y avait-il pas grand chose à maîtriser. On sent à l'œuvre la furieuse conviction qu'il faut faire du neuf, un œil fixé sur le cinéma européen via Lelouch et Gobbi, l'autre humide de souvenirs. Dans la salle de cinéma pour « intellectuels » où Arthur Penn emmenait les protagonistes de *La Fugue* voir un film d'Eric Rohmer, Aldrich conduit les siens à *Un homme et une femme* et en confisque pour son usage propre le thème musical. Sans commentaire. Sans doute n'est pas Penn qui veut, mais Aldrich nous avait habitué à un minimum de rigueur et même d'intransigeance qu'il abandonne ici pour se précipiter au devant du plébiscite des chaumières yankees.

Ces infortunes de la vertu policière font regretter l'époque où les flics avaient moins de problèmes, les cinéastes plus et se gardaient bien de les confondre. Est ici convoqué tout le galimatias, déjà archaïque, d'un film noir aux prétentions de best seller : un flic en proie à la métaphysique, une galerie de personnages sortis du magasin aux accessoires, une intrigue épaisse, éclatée, informe où tout se rassemble par la seule vertu d'un scénario-ficelles qui tire à la ligne. Nous sommes aux antipodes du grand cinéma américain et de plein pied dans l'inflation : l'envie vient d'une table de montage...

P.G.

RAPPEL

Le juge et l'assassin (ROUGE n° 1)
Jours de 36 (ROUGE n° 2)
Jamais plus toujours (ROUGE n° 3)
La meilleure façon de marcher (ROUGE n° 3)
Histoire d'un péché (ROUGE n° 6)
La terre de la grande promesse (ROUGE n° 8)
L'acrobate (ROUGE n° 9)

LINRES

Collection Voix de Maspero

L'EXIL ET LE DESARROI

de Nabile Farès

● Nabile Farès, écrivain algérien, vit en France. Pour l'exilé, le pays natal est une question permanente. L'exil et le désarroi. Désarroi devant l'évolution de la révolution algérienne porteuse de tant d'espoirs et aboutissant à tant de déceptions. Blocage de la révolution agraire.

Développement de la bureaucratie. Evolution dont Alger, la ville, est devenue le symbole, « où trois pour cent seulement des habitants ont le droit d'user sans économie de toutes les richesses, positions, engouements, merveilles... Les quatre-vingt-dix-sept autres se répartissent l'inhumaine et injustifiable hiérarchie des misères ».

Face à ce blocage, l'exilé tente un retour au village où s'enracine l'histoire personnelle qui est aussi histoire sociale. Village des collines, loin de la ville, lieu magique qui travaille l'inconscient de l'exilé dominé par l'image de l'arbre, l'arbre des mots qui s'inscrit sur la couverture du livre. Village marqué autrefois par les deux écoles : l'euro-péenne-coloniale et la coranique-traditionnelle, les deux cultures qui ont divisé et façonné l'exilé. Village des femmes qui provoquent l'interrogation la tante folle qui se pendra à l'amandier, la vieille Nouria, ancienne esclave devenue « sorcière », et Rachida l'initiatrice :

« Je voudrais te questionner Rachida ? te demander de m'accorder le retour le vrai retour... »

celui dont j'ai cherché la vérité et le cheminement à travers les années d'étude, les années d'exil, les années de paix, et les années de guerre...

Désir du retour au village, mais en même temps souvenir de la rupture avec le père et avec le boulet de la religion symbolisée par le Livre : « Nous ne pouvons être libres et en même temps rester cloîtrés dans la parole du Livre ». Liberté que revendiquent aussi les femmes, les excès du plaisir, soumises au bon vouloir des hommes.

L'Exil et le Desarroi est un roman poème d'écriture moderne, incisive et éclatée à la fois, où il est souvent difficile de pénétrer entièrement pour qui n'appartient pas à la culture qu'il met en jeu. Il réclame une lecture attentive et active, aucunement paresseuse. Nabile Farès poursuit ici le travail d'interrogation sur ses propres racines et sur l'Algérie d'aujourd'hui commencé dans ses deux ouvrages précédents *Le Champ des oliviers* et *Mémoires de l'absent*.

P.C.

Pour adolescents

LA CITADELLE INTERDITE

de John Branfield

Editions G.P.

● La Citadelle interdite, c'est le centre expérimental pour la défense chimique du ministère de la Défense, à Nancéuk, sur la côte nord de la Cornouailles ; on y fabrique des gaz C.S. et de grandes quantités expérimentales de gaz neuro-toxiques.



Un des ingénieurs vient de mourir. Leucémie. Ou intoxication par les gaz, se demande sa fille. Après avoir acquis la certitude de ne pas s'être trompée, grâce à un journaliste de l'Action-Anti-Gaz, elle élabore une pièce avec ses camarades de classe, contre la guerre chimique (de la Première guerre mondiale aux riches cours par la population — moins nombreuse que celle de Londres — pendant les transports de gaz, effectués

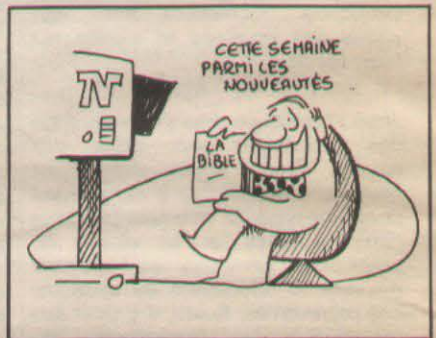
quotidiennement dans des camionnettes d'épicerie...)

Elle participe à une manifestation assez minoritaire contre le centre. L'Action Anti-Gaz réclame pour sa famille une forte indemnité, mais le ministère de la Défense refuse, ne voyant dans la mort de l'ingénieur aucun rapport avec un accident du travail.

Une post-face de l'auteur atteste l'exactitude des faits de l'arrière-plan du livre, même si les personnages et les détails de l'intrigue sont imaginaires.

L'intérêt de ce roman pour adolescents, outre le thème très actuel de la pollution industrielle, vient de la façon de montrer un monde sans héros ni aventures extraordinaires : problèmes d'argent, logement plus petit après la mort du père, relations plus ou moins difficiles avec la mère, entre les enfants, vie scolaire assez banale, examens qu'on ne réussit pas toujours, esquisse des premiers problèmes sexuels sont ceux de la vie quotidienne des lecteurs.

A.D.



VIENT DE PARAÎTRE

LIVRE DE POCHE

Le seigneur des anneaux - T 1 - 9,50 F. de Tolkien

LE SEUIL

S.Z. Roland Barthes - Coll. Points - 12 F. FLAMMARION

Paysages de ruines avec personnages - Coll. Digraphe-Aubier - Daniell Salknave

JULLIARD

La cuisinière et la mangeur d'hommes, André Glucksmann - Coll. Politique - 9 F.

EDI

(en préparation)

Congrès de l'I.C. : 2° vol = du 1° au 2° congrès 3° vol = le 2° congrès

Congrès des peuples d'Orient et des organisations d'extrême Orient (Bakou 1920, Moscou 1922).

Boukharine : l'économie de transition et critique de l'accumulation du capital de R. Luxembourg.

Trotsky : les origines du PC italien. Fonseca Lopez : le mouvement ouvrier portugais.

Premier congrès de l'I.C. Textes intégraux. 46 F.

L'entre-deux guerres, la lutte de classes en France 1926-1939. 115 F.

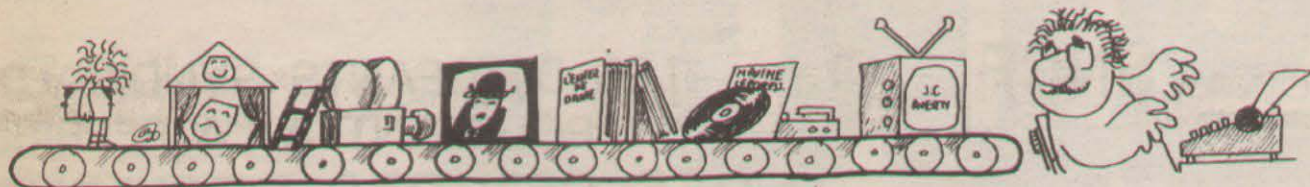
MUSIQUE

double album Blue Note

SONNY ROLLINS

More from the Village Vanguard

● En 1957, Sonny Rollins joue en trio au Village Vanguard, cabaret de jazz new-yorkais. Il est enregistré ; un disque sort, vite considéré comme un des plus beaux du saxophoniste. Puis, plus rien de cette session. Et voici qu'arrive aujourd'hui un double album d'inédits auquel personne ne s'attendait. Ces enregistrements auront bientôt vingt ans, mais ils n'ont pas une ride. Et pourtant le matériau de départ n'est pas neuf : rien que des « standards », ces morceaux joués, rejoués et entendus des centaines de fois. Eh bien, ces standards, Rollins leur



rentre dedans avec sa tranquille assurance et sa sonorité ample et puissante, soutenu et poussé par un Elvin Jones décidé à rompre les figures traditionnelles de la batterie, et par un Wilbur Ware remarquable de précision à la basse.

Un des plus beaux albums de Rollins, à se procurer sans hésiter.

(Virgin) GONG Shamal

Trahison ou progression ? Ceux qui connaissent Gong « avant » ne reconnaîtront pas. Le « Camembert électrique » irrationnel calculé de David Allen ou systématisation des chambres d'échos, effets spéciaux et fioritures au synthétiseur, dans la dernière période — n'est plus rien de tout cela. Nick Mason (batter de Pink Floyd), en produisant ce disque, a concrétisé l'évolution du groupe.

Certains le regretteront. En tout cas, c'est une autre musique qu'ils proposent. Ce sont dix inspirations différentes qu'ils fusionnent, les amenant à parler de conscience musicale planétaire et de synthèse des musiques. Gong a perdu son apparente nonchalance, il a gagné une assurance autant musicale que financière ! Si vous montez une discothèque, commencez par Shamal... et tous les autres Gong.

AB

BLUES FOR EVER

● Max Roach est un des premiers musiciens à s'être placé sur un terrain directement politique, aussi bien dans

ses déclarations « pour moi la musique doit être liée à une conception socio-politique, elle doit participer d'une perspective historique », que dans sa musique, « freedom-now » (1960) violente suite anti-ségrégationniste écrite par sa femme Abbey Lincoln. Artisan de la révolution bob et de la libération de la batterie grâce à son impressionnante technique et sa grande musicalité, M. Roach n'est ni de l'avant-garde ni de la tradition mais du jazz sous toutes ses formes. En compagnie de B. Harper, ténor du grand orchestre de G. Evans, qui se veut un trait d'union entre le passé et le futur, C. Bridgwater et R. Workman, bassiste puissant, qui fit partie du groupe de J. Coltrane dans les années 60, M. Roach célébrera samedi 27 à 21 h à la Mutualité, l'histoire et les luttes de son peuple. Blues never die.

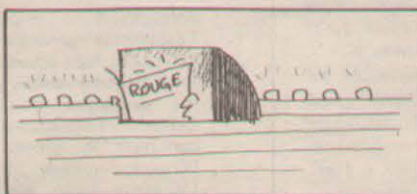
H-L B

THEATRE

LOIN D'HAGONDANGE par la Comédie de Caen

● La Comédie de Caen, après la Normandie, promène *Loin d'Hagondange* en province. C'est une tragédie discrète qui s'inscrit dans un renouveau du théâtre qui se fait sans voyage souvent loin de Paris et représente sans doute une avant-garde plus authentique que tels exploits de choc. Tragédie parce que le destin prolétarien, ici dévoilé, est clos, irrémédiablement, saisi qu'il est dans sa

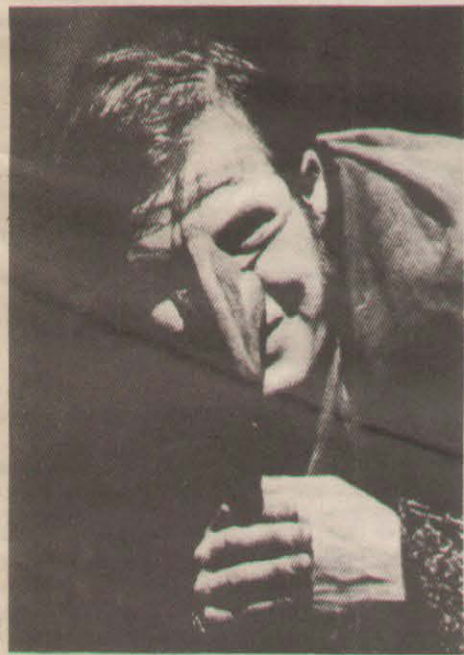
fin : deux retraités qui ont « touy pour être heureux » dans leur petite maison de campagne où « rien ne manque »... que l'essence de la vie vraie. Double aliénation croisée qui ne commence à surgir à la conscience que trop tard. Seule l'usine et sa socialisation élémentaire a donné un contenu à sa vie, à lui, et il « ne peut plus s'arrêter » de taper sur le fer, s'enfermant dans son atelier et refusant sa présence à elle, pour qui les fourneaux ne sauraient être l'équivalent de l'établi, et qui dnas ce mirage de vert paradis a perdu la moitié de son cœur, sa fille, restée à Hagondange, et qui voit se se défaire un compagnon qui n'a même pas eu l'étincelle de la joie sexuelle.



Nul pessimisme, pourtant, car ce destin est de ceux que l'on tue, qu'est en train de tuer, sans doute, là-bas, à Hagondange, le gendre invisible qui, lui, fait grève.

Jean-Paul Wengel promet qui a su écrire ce texte maîtrisé à moins de trente ans, admirablement servi il est vrai, par deux vieux comédiens Andrée Tansy et Maurice Junot. Une œuvre toute d'intelligence et de sensibilité retenue et où peut-être l'intelligence glace quelque peu la sensibilité dans une mise en scène sobre et juste.

M.L.



■ *Le juif de Malte* de C. Marlowe, pièce mise en scène par B. Sobel au théâtre de Gennevilliers, est aujourd'hui à Paris (1).

Marlowe, contemporain de Shakespeare est comme lui de souche bourgeoise, fait partie de cette floraison remarquable d'auteurs et de poètes produits par l'époque élisabéthaine. Une époque qui s'inscrit dans le cadre de la Renaissance, c'est à dire d'essor avide de la bourgeoisie, d'épanouissement culturel et de déploiement de l'individu. Elle se traduit, en Angleterre, de façon particulière : la bourgeoisie y fait sa percée plus tôt qu'ailleurs, y tient rapidement le haut du pavé, s'alliant à l'aristocratie contrainte pour sa survie, à céder. Mais les structures restent féodales. C'est pourquoi sur les scènes du théâtre élisabéthain apparaît surtout le personnel royal et princier. C'est donc une époque de transition, de crise profonde, de rivalité de classes, d'où cette rage du pouvoir, ces meurtres en série, ces flots de sang qui font tout son théâtre. Et le *Juif de Malte* ne fait pas exception.

Antisémitisme et rapports sociaux

D'aucuns considèrent cette pièce comme antisémite. C'est faux, ou disons qu'elle ne se pose pas en ces termes. Le juif Barabas, riche marchand, est dépossédé de ses biens — légalement — parce qu'il refuse d'en céder la moitié comme ses coreligionnaires au gouverneur de Malte, lequel est acculé à payer sa dette aux Turcs qui menacent de prendre la ville. Victime de cette ségrégation, de cette injustice faite à sa communauté, mais surtout à lui-même, cette fugue biblique trouvant sa justification de son négoce dans sa particularité judaïque, devient alors « Le Juif », tel qu'il est conçu par l'idéologie chrétienne. Pour paraphraser Sartre : il devient ce qu'on a fait de lui, le juif maléfique, machiavélique, faisant or de tout bois, âpre, avare, etc...

Il ne s'agit donc pas dans cette pièce de racisme au sens d'un réflexe ou d'une imprégnation mentale, ni non plus au seul sens existentiel où l'on force le juif à être ce qu'on veut qu'il soit. La pièce est plus profonde que cela.

Le Juif de Malte tire sa richesse du commerce qu'il fait entre l'Orient et l'Occident. A l'époque féodale, les juifs ont le monopole de ce commerce. La bourgeoisie montante, qui crée sa prospérité commerciale sur la base de sa propre production marchande, se heurte à ce monopole. C'est ainsi qu'elle en détrônera les juifs qui seront de plus en plus relégués à la pratique de l'usure. C'est, condensé dans la trame dramatique, le processus que montre la pièce : Barabas est dépossédé, donc expulsé du négoce. Il rebatira sa fortune, mais cette fois par l'usure, et les pratiques auxquelles l'accule la bourgeoisie brandissant l'antisémitisme.

Le parti-pris de la mise en scène

La mise en scène montre une grande maîtrise du sujet, sans doute parce qu'elle est nourrie d'une compréhension riche et subtile de ses ressorts historiques et sociaux. Mais, à force d'avoir voulu mettre en relief le tournant du juif, qui, théâtralement apparaît comme l'amorce d'une seconde pièce, Barabas, du moment où il s'applique un grand nez crochu, a tendance à ne plus agir que comme un psychopathe, et la pièce à n'être plus que péripéties. Ce qui a pour effet d'affaiblir la force de sa signification. C'est cependant un parti-pris manifeste, non une carence. On le comprend d'autant mieux quand, au bout de sa course, à la fois éperdue et machiavélique, Barabas signe son arrêt de mort, et la victoire du gouverneur sur la ville. Ainsi, la mise en scène est une critique de Barabas comme individu qui se perd dans sa soif de richesse et de pouvoir. Mais la sanction de sa mort, par contre, apparaît comme étant historique. Il faut y réfléchir...

Il reste qu'on peut s'interroger sur cette tendance d'un certain théâtre actuel à interpréter les classiques. Elle est née, certes, du manque d'auteurs. Mais aussi elle les « attend », comme elle « attend » un public. Alors qu'il y a aujourd'hui les potentialités pour créer un théâtre, et non seulement pour attendre des auteurs et un public.

P. Razdac.

(1) Jusqu'au 10 avril.

samedi

TF 1

13.00
13.35

Journal
Programmes régionaux

On y verra entre autres un reportage sur le théâtre des drapiers (Strasbourg), centre de recherche et d'essai théâtral et une interview de Marcel Maréchal, directeur du nouveau théâtre national de Marseille.

14.25

à 20.00 Il n'est peut-être pas indispensable de rester devant sont petit écran. Entre les variétés (Claude François...) et les feuilletons habituels, on ne peut pas dire que les programmeurs créent, créent, créent...

20.00

Journal

22.35

A bout portant

A toi l'artiste : Jean Claude Monteils. On vous le conseille vivement. Son comique, à base de jeu sur le sens et le son des mots, est superbe

A 2

13.00

Midi 2

14.55

Rugby -Toulon-Aurillac

Comme chaque samedi après-midi, le sport tient la « Une »

18.00

Clap

On y verra de courts extraits cinématographiques : *L'honneur perdu de Katarina Blum*, *Histoire d'un Pêché* (dont nous avons rendu compte la semaine dernière), *Les œufs brouillés*, *La cité des dangers* (voir notre article), *Police Python 357*. On y parlera aussi des problèmes du son au cinéma.

20.00

Journal

20.30

Robert Macaire

mélo, mélo, mélodrame.

23.35

Journal

23.50

Les 13 coups de minuit ou une heure de perdue

En attendant d'avancer les montres de 60 minutes le 29 mars, une soirée avec (entre autres) Guy Bedos, Jeanne Moreau, etc.

FR 3

19.55

Flash journal

20.00

Thalassa

Le droit de la mer

Une enquête sur les droits qui régissent l'exploitation des ressources marines. Le point sur les discussions qui réunissent 150 pays concernés. Avec la participation d'une brochette de responsables gouvernementaux...

20.20

Football : France-Tchékoslovaquie

22.10

Journal

dimanche

TF 1

15.45

Direct à la une

Encore du sport, encore un match. Handball : Mulhouse-Strasbourg.

19.45

Journal

20.30

L'esclave libre, film américain de Raoul Walsh (1957), titre contrariant.

En toile de fond la guerre de Sécession et en premier plan une histoire d'amour. Le tout ficelé par un cinéaste dont les préférences vont plutôt aux sudistes qu'aux nordistes.

22.30

Pour le cinéma

Encore des extraits de films. Un peu différents des précédents. Peut-être un hommage à Visconti.

23.30

Journal.

A 2

12.30

Midi 2

16.40

Au pays de la montagne sacrée

Documentaire : les pélicans

17.10

Monsieur Cinéma

20.00

Journal

Coincé entre deux émissions de Guy Lux... sauve qui peut !

23.05

Journal

FR 3

11.30

Immigrés parmi nous

Trois reportages, qui successivement abordent le problème des femmes algériennes en France, d'un dimanche à Marseille pour les travailleurs étrangers (c'est à Marseille qu'avait lieu l'année dernière une explosion raciste), d'un cinéma arabe à Paris.

20.30

Roméo et Juliette

22.30

Ballet -musique de Serge Prokofiev

Cinéma de minuit

Cycle Greta Garbo

La tentatrice, film américain de Fred Niblo et Mauritz Stiller (1926).



TRIBUNE internationale

du P.R.T. argentin

Nous avons demandé aux principales organisations argentines, le PST, les Montoneros et le PRT de donner dans le cadre des « tribunes internationales » leur point de vue sur le coup d'Etat. Nous publions aujourd'hui celle du PRT, la première à nous parvenir.

Les officiers de l'armée contre-révolutionnaire se sont finalement décidés à prendre directement en mains les rênes du pouvoir en déclenchant un coup d'état répressif, qui plongera inévitablement le pays dans une guerre civile ouverte.

Confrontés à la crise de plus en plus aiguë du capitalisme dépendant et au développement continu de forces révolutionnaires capables de les mettre sérieusement en danger, les officiers ont fait l'unanimité dans leurs rangs, conscients que c'est l'unique façon de consolider la domination de l'impérialisme et freiner le développement du mouvement révolutionnaire.

Ce coup d'Etat s'inscrit de toute évidence dans la stratégie tracée par les faucons impérialistes, dans un plan continental de contre-insurrection élaboré par les officiers supérieurs les plus réactionnaires au cours de la récente Conférence des armées américaines à Montevideo. A cette occasion, Jorge Rafael Videla, commandant en chef de l'armée argentine et homme fort de la junte militaire avait d'ailleurs affirmé : « Nous n'hésiterons pas à tuer tous ceux qu'il sera nécessaire de tuer pour instaurer la paix en Argentine. »

Conseils de guerre, peine de mort, suspension des activités de toutes les organisations politiques et syndicales, militarisation des travailleurs, telles sont les premières mesures prises par la nouvelle dictature ; ordre et autorité, ses uniques mots d'ordre. Ces militaires, purifiés dans le sang à même le Jourdain, comme se plaît à l'affirmer l'aumônier des forces armées, ces vétérans du système inter-américain de sécurité commandé par le Pentagone, n'annoncent surtout pas de nouvelles mesures économiques et sociales. Non, pour ce peuple opprimé aux prises avec des problèmes de taille, comme 1 million de chômeurs et un million de semi-travailleurs (sur un total de 10 millions de travailleurs), un salaire minimum équivalent à environ 15 dollars et une inflation galopante qui atteint 1 % par jour, ce sera de la répression, et encore de la répression.

Le 4 février dernier, nous avions justement affirmé que les militaires attendraient probablement jusqu'en mars pour déclencher leur coup d'Etat, et qu'il était encore temps de les en dissuader en développant de puissantes luttes populaires, armées et non armées. Pour favoriser une ouverture démocratique, nous avons, en octobre 1974 formulé une offre de trêve, que nous avons reprise en juillet 75. Or les militaires ont préféré le coup d'Etat à l'armistice, l'escalade répressive à la démocratisation. Que proposent-ils ? De décharger tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs, dans l'espoir d'obtenir crédits et soutien de l'impérialisme pour pouvoir remettre à flot une économie en pleine récession.

Mais pour réactiver l'économie argentine et développer à nouveau et dès maintenant les forces productives, il n'y a vraisemblablement qu'un seul chemin : le socialisme. Une telle solution ne peut cependant surgir que d'une profonde révolution, qui verrait l'instauration d'un gouvernement ouvrier et populaire. Or les plans des militaires ne parlent que de surexploiter les masses et brader nos richesses au grand capital impérialiste. C'est pourquoi nous disons que ces plans sont voués à l'échec, car le peuple argentin dira non à l'exploitation, non à l'oppression, non au pillage de nos ressources, et il redoublera d'efforts dans sa résistance armée et non armée, légale et illégale, pacifique et violente. (...)

Aujourd'hui, notre peuple sait qu'il est possible d'affronter l'armée oppressive et même de la vaincre. Il sait également que l'émancipation des travailleurs et la libération de la patrie ne peuvent être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes et de leurs organisations révolutionnaires.

Ainsi, il y a maintenant plus d'un an, l'armée oppressive a lancé dans la province de Tucuman une vaste opération répressive dans le but d'anéantir la Compagnie rurale de l'ERP. Néanmoins, il y a quelques semaines, une autre unité rurale de notre Armée révolutionnaire a commencé à opérer dans cette province en y ouvrant un second front de lutte. Loin d'être anéanties, comme le prétend l'ennemi, les forces armées révolutionnaires viennent donc de franchir une nouvelle étape, grâce au sacrifice et à la combativité du peuple argentin.

En raison de la situation particulière actuelle, il nous faut faire l'unité et parmi les forces révolutionnaires, et parmi tout notre peuple. Car c'est maintenant le moment de résister massivement au coup d'Etat. Cette résistance sera de toute évidence graduelle et prolongée, et se développera du plus petit au plus grand. Ce sera un long processus qui s'échelonnnera sur plusieurs années et au cours duquel la guerre révolutionnaire revêtira un caractère de guerre populaire de masse. Le peuple dans son ensemble participera à la lutte, depuis l'action du simple citoyen écrivant sur les murs « A bas la dictature ! », en passant par l'auto-défense des masses, jusqu'aux opérations d'envergure réalisées par les organisations révolutionnaires et les insurrections populaires.

(...) Une fois que la justesse de notre cause, de la cause de la révolution pour laquelle combat notre peuple, aura été démontrée hors de tout doute, la solidarité internationale avec la résistance ouvrière et populaire, de même qu'avec les forces révolutionnaires s'étendra et se multipliera. Or la solidarité internationale a un rôle important à jouer dans notre lutte de libération nationale et sociale, cette même lutte qu'ont aussi entreprise nos frères du Chili, d'Uruguay, de Bolivie et des autres pays d'Amérique Latine.

Solidarité avec la résistance ouvrière et populaire en Argentine !

Condamnons et isolons la junte militaire !
Non à la peine de mort contre le peuple !

Exigeons que soit respectée la vie des 5 000 prisonniers politiques !

Exigeons que les forces armées respectent les lois de la guerre !

Pour la révolution ouvrière, latino-américaine et socialiste !

Parti révolutionnaire des travailleurs direction politique et militaire de l'Armée révolutionnaire du peuple-ERP Paris, le 25 mars

SNCF

LE HAVRE : reprise du travail (AFP)

JUVISY : le dépôt reconduit la grève à 90% (Corr.)

C.X. de ST-DENIS : majorité écrasante à mains levées pour continuer le mouvement à l'assemblée de 10 heures (Corr.)

VILLENEUVE ST-GEORGES : à l'exploitation, reprise sans vote. Une grève du zèle a été décidée pour aider ceux qui pourraient continuer. Les gars ont obtenu 8 postes en plus et le nettoyage des bleus. Profonde défection. Pas de grosse démoralisation. (Corr.)

AVIGNON : 500 cheminots à l'assemblée générale. Les responsables syndicaux font appel à leur réflexion sur les « conséquences d'un acte pouvant les entraîner dans l'aventurisme ». Certains responsables du PCF sont pour continuer la grève. Le vote donne : 80 pour continuer, 260 pour la reprise, et 150 abstentions environ. Nombreuses cartes déchirées. Ambiance encore plus houleuse qu'en 1971. (Corr.)

BEZIERS : reprise très houleuse jeudi après une assemblée de 300 cheminots. Cartes déchirées. (Corr.)

CLERMONT : Jeudi, 400 cheminots à l'assemblée générale. Vendredi, seulement 200. Ecoeurément de voir la reprise annoncée dans les journaux. CGT et CFDT appellent à reprendre. Massivement les cheminots votent contre, mais sans illusion sur la suite du mouvement. (Corr.)

LYON VENISSIEUX : une centaine de cheminots à l'assemblée générale. Reprise sans vote. Ambiance houleuse. (Corr.)

METZ : reprise du travail. Cependant Thionville Ouest reconduit à 75%. (Corr.)

NANCY : 60 cheminots à l'assemblée. Les responsables sont critiqués pour avoir bloqué l'information. Le vote est organisé pour la « suspension de la grève ». (formule élégante pour dire : arrêt). Ecoeurément. 58 pour la « suspension », 2 abstentions. (Corr.)

NICE : reprise décidée sans vote en assemblée. Les responsables syndicaux ont parlé de reprendre plus tard sans préavis. Une manifestation très combative s'est ensuite dirigée vers la promenade des anglais, où se déroulait une réunion des Républicains Indépendants. Barrage des flics. Il a fallu toute la persuasion des responsables syndicaux pour détourner la manifestation de son objectif. (Corr.)

DOLE : reprise votée à cause de l'isolement. Le secrétaire syndical déclare : « j'ai honte de ma fédération, je refuse d'aller à Mâcon faire reprendre le boulot ». Une assemblée est prévue ultérieurement avec un responsable fédéral, pour lui demander des comptes. (Corr.)

BORDEAUX : plus de 1000 cheminots en assemblée. La CGT joue la division par catégories. Les agents de conduite décident d'arrêter à 8 heures, les contrôleurs, les agents de triage votent la reconduction du mouvement. Nouvelle assemblée prévue à 16 heures pour faire le point. Un responsable CGT déclare : « vous qui bossez dans les ateliers, mettez vous de côté, vous n'avez pas le droit de participer au vote parce que vous ne travaillez pas le samedi. ». Hurllements. (Corr.)

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....
ADRESSE : RUE..... N°.....
VILLE..... CODE POSTAL.....
TARIF (encadrer la mention utile)
NORMAL COLLECTIVITES ETRANGER
1 AN 300 F 200 F 500 F
6 MOIS 150 F 100 F 250 F
3 MOIS 80 F 100 F 130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal)

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX POUSSENT A LA REPRISE DES CENTRES DECIDENT DE POURSUIVRE LA LUTTE

ORLEANS : mouvement très suivi : 70% dans les bureaux, 80% sur les quais. Assemblée de 300 travailleurs, où la CGT appelle à la reprise en annonçant que tous les autres centres reprenaient ; la CFDT pour la continuation du mouvement. Du fait de l'opposition de la CGT, aucun vote ne peut être organisé. L'assemblée se termine dans la confusion, et les cheminots restent, longtemps après, à attendre quelque chose. (Corr.)

PARIS EST : assemblée générale de 100 cheminots très combattifs. Les délégués sont débordés. Une nouvelle assemblée générale devait avoir lieu hier à 16 heures. (Corr.)

PARIS ST-LAZARE : Tous les secteurs ont repris à l'exception des contrôleurs de route, qui ont reconduit leur grève à plus de 85%. (Corr.)

PARIS LYON : assemblée de 250 grévistes. Les responsables CGT appellent à la reprise. La combativité des cheminots transforme de fait le meeting de « démobilisation » en assemblée démocratique. Des cheminots expliquent que rien n'a été obtenu, que le mot d'ordre de 48 heures, contrairement à ce qu'il voulait paraître, était un mot d'ordre de canalisation et de cassage de la grève. Contrairement à la volonté du plus grand nombre, un vote ne peut pas être réalisé, les responsables CGT ayant semé la confusion. (Corr.)

PARIS SUD OUEST : Au dépôt, assemblée de 100 personnes. LES Les dirigeants syndicaux proposent le « harcèlement », c'est-à-dire la reprise. Des militants demandent un vote. Réponse d'un dirigeant CGT : « la section CGT appelle à la reprise ; le vote est inutile ». Les cheminots combattifs décident de continuer l'action, et constituent un comité de grève. Une assemblée générale devait avoir lieu à onze heures pour décider de la suite du mouvement. Aux ateliers Masséna, reprise organisée, là aussi sans vote. Le tract du syndicat CFDT Paris Sud-Ouest appelant à continuer la lutte a « disparu », par suite de manœuvres bureaucratiques. (Corr.)

PERPIGNAN : jeudi, 80 cheminots ont écouté le secrétaire CGT annoncer la reprise pour vendredi matin sans discussion et sans vote, en expliquant que pour faire plier le gouvernement, « c'est tous ensemble qu'il fallait frapper ». Une reprise sans gloire. Mais la combativité demeure assez grande. (Corr.)

RENNES : 800 cheminots en assemblée générale. Un premier vote à mains levées largement majoritaire pour la continuation. Forcing de la CGT et de la CFDT. Nouveau vote : moitié pour continuer, moitié pour arrêter. Ils s'en tirent en promettant de nouvelles actions, ultérieurement. (Corr.)

ROUEN : Jeudi 10 heures : meeting intersyndical CGT-CFDT de 300 personnes. Très combatif. Les dirigeants syndicaux amorcent l'idée d'une éventuelle reprise. Mais, devant la combativité des cheminots, ils proposent une délégation à la direction régionale. Celle-ci est protégée par les flics. La direction accepte de recevoir une délégation de cinq personnes. Au moment où les flics ouvrent la porte, un cri part : et tout le monde pousse. Le secrétaire de g'UD cgr explique sous les huées : « les flics sont des travailleurs comme nous ». Une manifestation très combative a lieu ensuite avec comme mots d'ordre : « nous voulons, nous aurons satisfaction ! Giscard, à la porte, le pouvoir aux travailleurs ! ».

Vendredi 10 heures : meeting, suivi d'une manif de 200 personnes devant la gare de Rouen droite. Les manifestants, avec une sono, appellent à la constitution d'un comité de grève. Les responsables de la CGT appellent à un vote à bulletins secrets sur cette proposition au local de l'UD. Les cheminots s'y rendent en deux cortèges égaux, l'un pour le comité de grève, l'autre derrière ceux qui proposaient d'arrêter la lutte. Bien que la proposition du vote à mains levées ait été majoritaire, il a été impossible de l'imposer. Le vote à bulletins secrets a donné : 121 pour la poursuite de la grève, 55 contre. Les dirigeants de la CGT ont toujours été minoritaires dans l'assemblée. La bataille à l'ordre du jour est celle pour un comité de grève. (Corr.)

ROUEN (SOTTEVILLE) : le dépôt a été occupé dans la nuit de jeudi à vendredi. Les délégués syndicaux ont refusé d'assumer cette occupation. L'assemblée des roulants a voté la reprise vendredi matin. L'exploitation continue la grève. (Corr.)

TOULOUSE : Réunion le matin de militants CGT : pour la reprise. A l'assemblée de l'après midi la CFDT ne prend pas ouvertement position. Un premier vote à mains levées donne : 135 pour la poursuite, et 137 pour l'arrêt (plus les abstentions). Des cheminots écoeurés s'en vont. Un deuxième vote a lieu après leur départ, qui donne : 192 pour la poursuite, et 240 pour l'arrêt. Peu de débats, mais une assemblée très tendue. (Corr.)

TOURS ST-PIERRE : Jeudi, la CFDT propose à l'assemblée de poursuivre le mouvement jusqu'à dimanche soir, de lancer des grèves tournantes par région et de maintenir la pression par le respect des règlements de sécurité et en déposant un préavis de grève pour le retour des vacances. Les délégués CGT refusent le vote en déclarant que les fédérations ont décidé la reprise pour vendredi. La majorité des cheminots participe néanmoins au vote qui aboutit à la reconduction de la grève jusqu'à dimanche soir. (Corr.)

CHARTRES : Assemblée de 200 cheminots. Gars découragés. Ambiance houleuse. Pas de vote. Les travailleurs combattifs partent avant la fin de la réunion. Explication du responsable syndical : « les cheminots ne peuvent vaincre seuls, c'est tous ensemble qu'il faut frapper ». On reprendra avec la Fonction Publique. (1) (Corr.)

PARIS NORD : assemblée houleuse. Vote à bulletins secrets : 46 voix pour continuer, 45 contre. Le PCF s'est divisé. Dans les petits centres, situation confuse. A la Plaine, tract de popularisation diffusé par les grévistes. (Corr.)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

P.F. Mende 40,00
E.A., G.D., F.M., P.E., P.D.,
Tours 430,00
A.G. Vandœuvre 50,00
J.M.G. Paris 100,00
Diffuseurs Nancy 1050,00
Gilbert Maurepas 200,00
F.B. Paris 100,00
B.D. Digne 150,00